

CONSEIL DES MINISTRES
**Réunion exceptionnelle
sous la présidence de
Tebboune**

P. 24

INSTITUTION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE
**La fondation du chahid Zighoud-
Yucef salue la décision du
Président de la République**

P. 24

UNIVERSITÉ "USTO-MB" D'ORAN
**Le professeur Amine-
Bouziane Hammou,
nouveau recteur**

P. 24

MOUTURE DE L'AVANT-PROJET DE REVISION DE LA CONSTITUTION

Des partis politiques saluent le contenu

Des partis politiques ont salué le contenu de la mouture de l'avant-projet d'amendement de la Constitution dont la Présidence a entamé la distribution jeudi dernier, saluant l'engagement du Président de la

République de doter le pays "d'une Constitution consensuelle", avec la participation de tous à son enrichissement.

P. 3

APS



HABITAT-LOGEMENTS LPA

**Le ministre appelle
à préparer les listes
de souscripteurs**

P. 4

COMMERCE

**Bekkaï rencontre
les fabricants
de chaussures
et de papier**

P. 3

ELECTRICITÉ

**Boulakhras : "baisse
du pic de production
de plus 10%"**

P. 6

SANTÉ

**HYGIÈNE
DE VIE
Jouer pour
prévenir
la perte de
mémoire**

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1

**Pour le CRB,
il est temps
de préparer
la saison
2020/2021**

P. 21



**LITTÉRATURE
L'écrivain
algérien Youcef
Baïloudj lauréat
du Bouclier
d'argent de la
créativité
en Irak**

P. 16

RETRAITES

**"Revalorisation
des pensions
de retraite de
2 à 7%"**

P. 2

RETRAITES

"Revalorisation des pensions de retraite de 2 à 7% "

Les pensions de retraites seront revalorisées au titre de l'année 2020 à des taux oscillant entre 2 et 7% à partir du 1er mai courant, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Emploi, du travail et de la sécurité sociale.

"Dans le cadre de l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités, le Gouvernement a décidé la revalorisation des pensions et allocations de retraite au titre de l'année 2020, à des taux oscillant entre 2 et 7% à compter du 1er mai 2020", précise la même source.

Selon le communiqué, ces augmentations qui seront appliquées à des taux variables en fonction du montant global des pensions et allocations de retraite, ciblent notamment les petites retraites.

Le taux de majoration est fixé à 7% pour les pensions inférieures ou égales à 20.000 da, 4% pour les pensions allant de 20.000 à 50.000 da, 3% pour les pensions supérieures à 50.000 da et égales à 80.000 et à 2% pour les pensions et allocations dépassant les 80.000 da, indique le communiqué.

Ces majorations seront versées en mois de juin 2020 avec effet rétroactif pour le mois de mai, conclut le communiqué.

EN PRÉVISION DE LA SAISON ESTIVALE

Réaménagement des accès des plages de la circonscription administrative de Chéraga

Le nettoyage et le réaménagement des accès de toutes les plages relevant de la circonscription administrative de Chéraga se poursuivent en prévision de la saison estivale de 2020, a indiqué samedi la circonscription dans un communiqué.

En prévision de la saison estivale de 2020 et en application des instructions du wali délégué de la circonscription administrative de Chéraga, le nettoyage et le réaménagement des accès de toutes les plages se poursuivent, précise le communiqué.

La circonscription administrative de Chéraga compte plusieurs plages réparties sur les communes d'El Hammamet, de Chéraga et de Aïn Benian.

Les opérations de nettoyage, d'enlèvement des ordures ménagères et solides et d'entretien et de maintenance de la voirie ont été intensifiées samedi dans la commune d'Ouled Fayet.

Par ailleurs, la wilaya d'Alger a annoncé dans un communiqué sur sa page Facebook le lancement samedi d'une vaste opération de nettoyage et de désinfection à travers les communes de la circonscription administrative de Dar El Beida, avec la participation des établissements de la wilaya, de la Sécurité nationale, de la Gendarmerie nationale, des communes et d'associations.

Le communiqué a rappelé que ces opérations entraient dans le cadre des mesures visant à éviter la propagation de l'épidémie de coronavirus (Covid 19).

ACCIDENTS DE LA ROUTE
8 décès et 318 personnes blessées durant les dernières 48h (Protection civile)

Huit (8) personnes sont décédées et 318 autres ont été blessées dans 248 accidents de la route enregistrés à travers le territoire national, durant les dernières 48 heures, indique samedi la Protection civile dans un communiqué.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Annaba avec une (1) personne décédée et neuf (9) autres blessées suite à une collision entre deux (2) véhicules léger sur la RN n°56 commune et daïra d'Elbouni, précise la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 425 opérations de sensibilisation à travers 35 wilayas (292 communes), rappelant les citoyens au respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale. Ces unités ont effectué 549 opérations de désinfections générales à travers 42 wilayas (317 communes), touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

La DGPC a mobilisé pour les deux opérations 2.600 agents de la Protection civile, tous grades confondus, ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans six (6) sites d'hébergement destinés au confinement à travers trois (3) wilayas (Khenchela, Tamanrasset et Alger).

En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de six (6) incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas de Ouargla, Batna, Biskra, Mascara, Sétif et Tiaret.

Ces incendies ont causé des gênes respiratoires à quatre (4) personnes à Tiaret suite à un incendie qui s'est déclaré dans une maison individuelle composée de trois pièces au lieu-dit Sidi Saâd commune et daïra de Aïn Edhab, conclut le communiqué.

MOSTAGANEM

Un mort et 2 blessés dans un accident de la route

Une personne est morte et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu samedi à Mostaganem, a-t-on appris de la direction de wilaya de la protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision entre deux véhicules sur le chemin de wilaya (CW 3) à l'entrée du village de Sidi Fellag dans la commune de Sayada (sud de Mostaganem), a-t-on indiqué. Les agents de la protection civile sont intervenus pour évacuer les deux blessés graves (30 et 76 ans) vers les urgences médico-chirurgicales de l'hôpital "Ernesto Che Guevara" de Mostaganem et le corps de la victime (59 ans) à la morgue de cet hôpital.

ZELFANA (GHARDAIA)

Un mort et quatre blessés dans un accident de la circulation

Une personne a trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu samedi en fin d'après-midi à 75 Km au Sud /Est de Ghardaïa, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur la route nationale RN-49 reliant Ghardaïa à Ouargla, à une trentaine de Km de la station thermale de Zelfana lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision frontale avec un autre véhicule circulant dans le sens inverse causant

MOSTAGANEM

Un réseau spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale et de documents démantelé

Les services de la gendarmerie nationale de Mostaganem ont démantelé un réseau spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale et des documents administratifs, a-t-on appris samedi auprès du groupement régional de ce corps de sécurité.

Ce réseau spécialisé dans la falsification et le trafic de faux billets et de documents officiels est composé de quatre individus âgés entre 25 à 50 ans, a indiqué à l'APS le commandant du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Mostaganem, le commandant en chef Moudaa Yazid.

Lors de cette opération, il a été saisi des faux billets d'une coupure de 2.000 DA d'une valeur globale de 6,200 millions DA, des documents et certificats administratifs falsifiés, du matériel informatique et deux motos qui ont été utilisées dans des opérations de contrefaçon, de transport et de trafic.

Une fois toutes les procédures judiciaires achevées, les quatre mis en cause dans cette affaire de falsification et trafic seront traduits devant les autorités judiciaires compétentes.

EL TARF

Repêchage du corps sans vie d'un baigneur dans une plage à Sidi M'Barek

Le premier cas de mort par noyade a été enregistré au niveau d'une plage non surveillée relevant de la localité de Sidi M'Barek, dans la wilaya d'El Tarf où le corps sans vie d'un jeune a été repêché, a-t-on appris samedi du chargé de la communication à la direction locale de la protection civile le lieutenant Seif Eddine Madaci.

La victime, âgée de 21 ans et originaire de la localité de Sidi M'Barek, avait trouvé, mardi dernier, la mort par noyade en allant se baigner dans cette plage non surveillée et dans une mer agitée, a précisé le lieutenant Madaci.

L'alerte a été donnée par des citoyens qui ont pu retirer le cadavre du jeune homme, a-t-on précisé de même source.

Après constat du décès de la victime, les services de la protection civile ont acheminé le corps de ce premier cas de décès par noyade dans un plan d'eau non gardé, vers la morgue de l'hôpital de Ben M'Hidi pour les besoins de l'autopsie.

La même source a, à cette occasion, rappelé les efforts de ce corps constitué pour la sensibilisation des baigneurs qui commencent à fréquenter les plages d'El Tarf sur le danger que constitue la fréquentation des plages non surveillées.

la mort sur place d'une personne et quatre blessées souffrant de multiples traumatismes, a précisé la même source. Le corps de la victime décédée âgée de 53 ans a été déposé à la morgue de la polyclinique de Zelfana et les quatre blessés âgés entre 11 et 23 ans ont été également évacués vers les urgences de la même structure de santé, la plus proche du lieu de l'accident. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

MOUTURE DU PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

L'Autorité nationale indépendante des élections constitutionnalisées

La mouture du projet de révision de la Loi fondamentale, dévoilée jeudi dernier par la Présidence de la République, propose la constitutionnalisation de l'Autorité nationale indépendante des élections avec précision des missions qui lui sont dévolues.

Selon l'article 209 du chapitre 3, titre IV, il est créé une Autorité nationale indépendante des élections, dotée de la personnalité morale, de l'autonomie administrative et financière. L'article 210 du même chapitre dispose que cette Autorité a pour mission de préparer, d'organiser, de gérer et de superviser les élections présidentielles, législatives, locales ainsi que les opérations de referendum.

Elle exerce également ses missions sur les opérations d'inscription sur les listes électorales et leurs révisions, ainsi que les opérations de préparation de l'opération électorale, des opérations de vote, de dépouillement et se prononce sur le contentieux électoral, conformément à la législation en vigueur.

Cette Autorité exerce ses missions depuis la convocation du corps électoral jusqu'à l'annonce de ses résultats provisoires, a ajouté le même article, relevant qu'elle exerce ses missions dans la transparence, avec impartialité et neutralité.

Les pouvoirs publics concernés, selon l'article 211 du même chapitre, apportent à cette Autorité tout concours nécessaire à l'exercice de ses missions, en lui fournissant notamment toutes informations ou documents qu'elle juge nécessaires.

Elle est composée, selon l'article 212, d'enseignants universitaires, de magistrats, de compétences nationales et de personnalités représentant la société civile et des représentants de la communauté nationale à l'étranger, ajoutant



que la loi organique portant régime électoral fixe les modalités et les conditions d'organisation et de fonctionnement des représentations diplomatiques et consulaires.

Cette autorité, selon l'article 213, dispose de démembrements de wilayas, de communes ainsi qu'auprès des représentations diplomatiques et consulaires.

L'article 214 propose que le président de cette Autorité soit élu par ses pairs à la majorité des voix lors de sa première réunion. En cas d'égalité des voix, la présidence revient au candidat le plus âgé. Le même article propose en outre que le président de cette Autorité soit élu par le Président de la République, ajoutant que la loi organique fixe le mode de désignation des autres membres. Le président de la République, selon le même article, nomme les membres de cette Autorité pour un mandat de

six ans non renouvelable, ajoutant qu'il est procédé au renouvellement de la moitié des membres tous les trois ans. Par ailleurs, le Comité d'experts chargé de faire des propositions pour une révision constitutionnelle a formulé d'autres "propositions hors axes", à savoir la constitutionnalisation du mouvement populaire du 22 février 2019 dans le préambule de la Constitution, la prohibition du discours haineux et de discrimination et la possibilité de doter certaines communes d'un statut particulier.

Il s'agit également du renforcement du rôle de l'Etat dans la protection de l'environnement, de l'eau et de la qualité de vie, de la consécration de la relation administration/public basée sur la neutralité, la légalité et la célérité, de l'obligation de l'administration de motiver ses décisions et de répondre dans le délai fixé par la loi et de la consé-

cration des principes d'égalité, de non-discrimination, de continuité, d'adaptation, de qualité, d'efficacité et de prospective pour les services publics. Les propositions concernent aussi le principe d'opposabilité des lois et règlements après leur publication par voie officielle, la consécration du Conseil national à l'économie, social et environnemental, l'insertion de Tamazight comme disposition qui ne peut faire l'objet de révision, la possibilité de création de Conseils consultatifs par lois ou règlements selon les cas.

Ce comité d'expert propose la constitutionnalisation de la participation de l'Algérie à des opérations de maintien de la paix sous les auspices des Nations unies ainsi que la constitutionnalisation de la participation de l'Algérie à la restauration de la paix dans la région dans le cadre d'accords bilatéraux de pays concernés.

Des partis politiques saluent le texte

Des partis politiques ont salué samedi le contenu de la mouture de l'avant-projet d'amendement de la Constitution dont la Présidence a entamé la distribution jeudi dernier, saluant l'engagement du Président de la République de doter le pays "d'une Constitution consensuelle", avec la participation de tous à son enrichissement.

Dans ce cadre, le Front de libération nationale (FLN) a salué l'engagement du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune à conférer au projet d'amendement de la Constitution un "caractère consensuel", selon une approche globale basée sur "une large consultation sans exclusive" pour approfondir le débat et le dialogue autour de la Constitution, pierre angulaire de l'édification de l'Algérie nouvelle". Le FLN a également souligné "sa satisfaction de la volonté politique du Président de la République de doter le pays d'une Constitution démocratique, reflétant les aspirations du peuple algérien et visant à soutenir et protéger l'identité nationale et l'unité du peuple en sus de l'élargissement de la constitution aux droits et libertés de l'homme et des citoyens, l'ancrage de la démocratie, la consolidation des piliers de l'Etat de droit et le renforcement de l'indépendance de la Justice et des institutions.

En réponse à l'invitation de la Présidence de la République à débattre de ce projet, le parti a décidé "d'ouvrir des

chantiers spécialisés au niveau central et local mais aussi au niveau de tous les moudhafadats et comités de transition du parti dans les wilayas pour recueillir les propositions et observations des cadres et militants avant de les soumettre à la commission d'experts constituée il y a plusieurs semaines au niveau de la direction du parti". De son côté, le parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR) a exprimé «sa satisfaction quant à cette démarche de réforme, car elle incarne l'un des engagements électoraux les plus éminents du Président de la République pour permettre le rétablissement de la confiance des citoyens dans leurs droits et libertés parallèlement aux impératifs de préserver la sécurité et la stabilité de l'Etat-nation.

Il s'agit également de préserver les éléments de l'identité nationale, de renforcer l'Etat de Droit et des institutions, de consacrer les droits et libertés, du principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice et de libérer les initiatives économique et sociale". L'ANR affirme que cette démarche constitutionnelle « est en synergie avec la vision du parti pour assier le renouveau républicain », ajoutant que pour atteindre cet objectif « notre pays est appelé à engager une série de mutations, notamment constitutionnelles, soit la base solide et la voie appropriée, pour l'aboutissement des autres changements ». Le

parti a cité également le changement institutionnel qui « sera favorable à l'émergence de nouvelles institutions, puisant leur légitimité de la volonté populaire, de ses compétences et sa capacité à prendre en charge les préoccupations et aspirations légitimes des citoyens ». Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a fait part de son intention « d'engager un examen approfondi de la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution, en associant les structures, exécutive et consultative du mouvement, en plus de la consultation d'experts et spécialistes et l'organisation de conférences thématiques à ce propos. Des consultations sont également prévues avec des personnalités nationales, la classe politique et les différentes institutions de la société civile. Concernant la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution, le mouvement a estimé que les conclusions de la commission chargée d'élaborer la plate-forme « demeurent loin des aspirations escomptées, notamment celles exprimées par les différentes franges du peuple algérien, lors du Hirak populaire et les revendications consensuelles de changement.

Le document proposé « n'a pas tranché encore une fois dans la nature du régime politique », et ce « mis à part que certaines mesures contenues dans cette mouture manquent de clarté et renferment des ambiguïtés », estime le Mouvement.

PARTIS

Covid-19 : le mouvement El Bina pour la clôture de l'année scolaire

Le mouvement national El Bina a annoncé, samedi, son soutien aux propositions des partenaires sociaux appelant à l'impératif de clôturer l'année scolaire 2019-2020, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus. La décision des autorités officielles de prolonger les mesures de confinement sanitaire dans le pays jusqu'au 14 mai "confirme que cette pandémie continue à représenter une menace pour la santé des citoyens, et de là il serait difficile d'aspirer à un retour des élèves aux bancs de l'école en de pareilles circonstances sanitaires graves, notamment au regard de la difficulté d'appliquer les mesures préventives au niveau de certains établissements éducatifs", a affirmé le mouvement. "On ne peut également compromettre l'avenir des élèves, ni leur causer un quelconque préjudice psychologique, en optant pour une année blanche, d'autant que l'avancement des programmes scolaires est acceptable pour les deux premiers trimestres", a ajouté la formation politique. Le parti a préconisé, en outre, que "l'ensemble des décisions à venir placent en priorité l'intérêt du pays et la santé des élèves, des enseignants et des travailleurs du secteur de manière générale, et versent, du point de vue pédagogique, dans l'intérêt des scolarisés tous cycles confondus. Le mouvement El Bina a salué "les démarches engagées par le ministère de l'Education nationale et les séances de dialogue menées avec tous les partenaires sociaux, en l'occurrence les Associations de parents d'élèves et syndicats du secteur", pour recueillir toutes les propositions et approches pédagogiques en autres, relatives à l'année scolaire en cours, ainsi qu'à l'ensemble des examens et concours officiels, dans le but d'opter pour le choix idéal concernant leur organisation, en adaptation avec les nouveautés et les circonstances imposées par la pandémie à notre pays et d'autres pays de par le monde.

COMMERCE

Bekkai rencontre les fabricants de chaussures et de papier

Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a présidé samedi deux réunions distinctes avec les opérateurs économiques des filières de la fabrication de chaussures et de papier à l'échelle nationale, selon un communiqué du ministère.

Les réunions, tenues au siège du ministère en présence des cadres de la Direction générale du Commerce extérieur, s'inscrivent dans le cadre des concertations initiées par le ministère avec l'ensemble des filières, des partenaires et des professionnels, a précisé la même source. A l'entame des deux séances de travail, M. Bekkai a donné un aperçu de la stratégie du ministère à la lumière de l'impérative réduction de la facture d'importation des produits finis mais aussi de certaines matières premières pouvant être remplacées par des d'autres fabriquées localement, notamment dans les filières chaussures et papier.

Il a également abordé les nouveaux mécanismes visant à protéger le produit national de la concurrence déloyale dont il a pâti plusieurs années durant, et ce, par la mise en place d'une politique qui permettra de protéger le produit national et d'assurer un environnement concurrentiel idoine avec le reste des produits importés, a ajouté le communiqué. Lors de ces deux réunions, le ministre délégué a écouté les différents intervenants qui se sont félicités des dispositions prises et des rencontres initiées par le ministère du Commerce, se disant totalement disposés à apporter leur concours et à répondre favorablement à toutes les mesures gouvernementales visant à augmenter le volume des investissements locaux et à promouvoir le produit national. Au terme des réunions, M. Bekkai a annoncé aux opérateurs présents la tenue prochaine de réunions techniques avec les autres secteurs partenaires concernés par le dossier.

75E ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 08 MAI 1945

La DGSN commémore l'évènement

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a commémoré le 75e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, qualifiant ces événements de "catalyseur du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération et du recouvrement de la souveraineté nationale", a indiqué samedi un communiqué de la DGSN

La DGSN a commémoré le 75e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, où des citoyens sans défense étaient sortis dans plusieurs régions du pays et payé un lourd tribut avec plus de 45.000 chahids, un évènement très important qui était le mobile pour entamer la préparation de la glorieuse Guerre de libération qui a mené au recouvrement de la souveraineté nationale", a indiqué le Commissaire divisionnaire, Amar Laroum, Chef de Cellule de Communication et presse à la DGSN.

Selon le même responsable, "des messages forts ont été publiés sur le site officiel et les pages de la DGSN sur Facebook et Twitter pour commémorer ce grand anniversaire historique, célébré

cette année sous le slogan «L'Algérie, toujours victorieuse», adopté par le ministère des Moudjahidine et des ayants-droits.

Dans le même cadre, les différents services de la DGSN à travers les 48 wilayas ont rendu hommage à l'héroïsme du peuple algérien sur leurs pages Facebook mais également à travers des interventions sur les ondes des radios locales outre des allocutions marquant l'occasion à l'adresse des éléments de la police en vue de renforcer l'appartenance historique et nationale." Soulignant que les publications sur les pages des réseaux sociaux de la

DGSN "ont connu une grande interaction étant une plate-forme visitée par un nombre important d'internautes pour s'exprimer et

communiquer dans le respect des mesures de confinement visant à endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19. M. Laroum a fait part de la satisfaction des facebookers qui ont salué les décisions prises cette année qui renforcent l'appartenance nationale.

Il a cité, dans ce cadre, le lancement d'une chaîne de télévision nationale dédiée à l'Histoire, la généralisation de l'appellation des agglomérations et des cités des noms des martyrs de la résistance populaire et la glorieuse Guerre de libération et l'expansion des opérations de restauration des monuments historiques, témoins à travers les âges du fort tribut payé par le peuple algérien à la brutalité du colonisateur".



LOGEMENT

Le ministre de l'Habitat appelle à la nécessité de préparer les listes de souscripteurs des logements LPA

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a mis l'accent, jeudi, sur la nécessité de préparer les listes de souscripteurs aux Logements promotionnels aidés (LPA) et d'accélérer la réalisation des logements ruraux et des lotissements sociaux, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion d'évaluation en visioconférence organisée au siège du ministère, le ministre de l'Habitat a mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer avec les autorités locales afin de préparer les listes nominatives de souscripteurs aux logements LPA, en sus des logements ruraux et des lotissements sociaux", a précisé le communiqué.

Cette rencontre, ajoute la source, a regroupé le secrétaire général du ministère, le chef de cabinet, l'inspecteur général, les directeurs généraux centraux et les directeurs d'établissements sous tutelle ainsi que les directeurs relevant du secteur dans les wilayas du Sud algérien (Adrar, Béchar, Tamansasset, Tindouf, Biskra, Laghouat, Ghardaïa, El-Oued, Illizi et Ouargla). Après s'être incliné à la mémoire du directeur de l'Habitat de la wilaya de Béchar et avoir rappelé les mesures de prévention pour faire face



au Coronavirus, M. Nasri a appelé les cadres du secteur à la nécessité de finaliser les projets programmés qui ont été suspendus en raison de la pandémie, a poursuivi le communiqué.

Cette réunion a également constitué une occasion pour suivre de près tous les programmes de logements dans ces wilayas, notamment les programmes parachevés qui n'ont pas encore été réceptionnés. En outre, il était question d'évaluer les programmes qui sont en cours de réalisation et de ceux qui n'ont pas encore été lancés.

Pour ce qui est des logements AADL (Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement), un exposé a été présenté par le Directeur général de l'Agence AADL, sur ses projets dans chacune de ces wilayas, dont les travaux de réalisation connaissent un avancement dans l'ensemble.

Selon la même source, la réunion a également abordé les projets dont les travaux se sont achevés, mais non encore réceptionnés, étant non raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz.

A ce titre, le ministre a donné des instructions sur la nécessité de coordonner avec la société Sonelgaz, en vue de raccorder ces projets aux réseaux d'électricité et de gaz.

De son côté, le Directeur général de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construc-

tion, a présenté un exposé dans lequel il a abordé les obstacles rencontrés par ces wilayas en matière d'aménagement.

Il a, à ce propos, formulé plusieurs recommandations en vue de lever ces obstacles, tout en insistant sur l'intensification des sorties sur le terrain, des agents habilités à travers les wilayas pour le contrôle des constructions non autorisées et la régularisation des dossiers de la Loi 08-15, estimés à 13.474 dossiers répartis à travers les wilayas précitées (10 wilayas).

Le même responsable a également appelé à l'accélération de l'adoption des outils de l'urbanisme en vue d'être en mesure d'aménager le foncier destiné aux programmes de logement et équipements publics, à respecter le tissu urbain et le cachet architectural de la région où sont implantés les logements, ainsi qu'à la nécessité d'accélérer la cadence de la réalisation de l'aménagement extérieur des lotissements publics et logements publics dans ces wilayas.

Le directeur général des équipements publics a présenté, lors de la réunion, un compte-rendu des équipements publics, notamment ceux devant être livrés à la prochaine rentrée scolaire.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Le projet de renforcement de la piste principale réceptionnée d'ici fin juillet

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali, a indiqué samedi que le projet de renforcement et de réparation de la piste principale de l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène sera réceptionné d'ici fin juillet prochain, appelant l'entreprise réalisatrice, Cosider, à accélérer la cadence des travaux.

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection et de travail effectuée à l'aéroport, M. Chiali a affirmé que le groupe public Cosider dispose de capacités nécessaires pour booster les travaux de renforcement et de réfection de la piste principale et des annexes de l'aéroport international d'Alger en vue de réceptionner le projet d'ici fin juillet prochain, au lieu du délai prévisionnel arrêté par l'entreprise à fin août. Saluant les efforts déployés par les autorités locales de la wilaya d'Alger qui ont accordé toutes les facilités et les conditions

nécessaires à l'entreprise Cosider pour qu'elle puisse réaliser les travaux dans de "bonnes conditions", M. Chiali a insisté sur l'urgence de parachever les travaux le "plutôt possible" en raison du rôle "important que joue cette infrastructure aéroportuaire qualifiée de "stratégique" sur le plan économique. Tout en soulignant que la prochaine reprise de l'activité de l'aéroport international d'Alger reste liée à l'amélioration de la situation sanitaire notamment au niveau mondial, le ministre des Transports a assuré que les travaux de réfection de la piste principale devraient être parachevés avant la reprise du trafic aérien international. "Nous sommes en train de constater, aujourd'hui, avec les engagements pris par les dirigeants du groupe Cosider et l'apport des autorités locales d'Alger que la réception du projet se fera en principe avant la reprise du trafic in-

ternational", a-t-il fait savoir lors de cette visite en compagnie du wali d'Alger, Youcef Cherkaf, du PDG de Cosider Lakhdar Rekheroukh et du président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger Abdelkrim Bennour.

Dans ce contexte, M. Chiali a affirmé que la reprise de l'activité du transport aérien dépendra de l'évolution de la pandémie du coronavirus, précisant que "la décision sera prise en concertation avec les secteurs concernés notamment celui de la Santé". Selon l'exposé présenté par le directeur des Travaux publics de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani, les travaux du projet de parachevement de la piste, confiés initialement, en décembre 2014, à l'entreprise Erthb Haddad, avaient accusé un arrêt en raison des procédures de résiliation engagées. Repris par Cosider en février 2020, le délai de réalisation de ce projet

a été diminué de 12 à 6 mois, avec un montant de marché estimé à près de 2,6 milliards de DA.

Précisant que le taux d'avancement global du projet est à 42%, M. Rahmani a expliqué que la consistance des travaux consiste en la réparation totale de la piste principale, des pistes secondaires pour des taxiway et de deux parkings avions d'une superficie de 16.000M² et de 9 bretelles d'un linéaire global de 2.000 m. Le renforcement de la piste principale permettra, selon l'intervenant, la mise à niveau de l'infrastructure aéroportuaire conformément aux normes internationales exigées par l'Organisme international des aéroports civils (OACI). L'objectif escompté à travers ce projet est celui d'adapter la piste principale de l'aéroport à la recevabilité des aéronefs Airbus 380, gros-porteurs long-courrier à double pont, a-t-il noté.



ALGER

Un comité de direction pour le projet du stade de Baraki

Le wali d'Alger, Youcef Charfa a adressé samedi des instructions pour la mise en place d'un comité de direction et de gestion du projet de réalisation du stade de Baraki, lequel regroupera les responsables de toutes les parties intervenantes au niveau du projet, a indiqué un communiqué des services de wilaya.

"Lors d'une visite au projet de réalisation du nouveau stade de Baraki, en compagnie du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, afin de s'enquérir du déroulement des travaux en cours au niveau de différentes structures de ce stade, le wali d'Alger, Youcef Charfa a adressé des instructions à l'effet de créer un comité de direction de ce projet en vue de lui insuffler une plus grande dynamique", précise le communiqué, rendu public sur la page Facebook de la wilaya. Le comité regroupera les responsables de toutes les parties intervenantes tels le ministère de la Jeunesse et des Sports et les directions des équipements

publics, des ressources en eau, des travaux publics et de la jeunesse et des sports, ainsi que le bureau d'études et l'entreprise de réalisation, a ajouté la source. Selon les explications fournies en février dernier par le représentant de la Direction des équipements publics, le taux d'avancement des travaux du stade de Baraki "a atteint 58%, majoritairement en gros œuvres", alors qu'un "retard sensible" a été enregistré dans les raccordements électriques nécessaires ainsi que dans les travaux de plomberie et de menuiserie aluminium. Le taux d'avancement de l'opération de montage des sièges a atteint 20%, soit près de 7.000 sièges



sur un total de 40.000 sièges, a-t-il dit. Lors de visites inopinées le 09 mars dernier, le wali d'Alger avait fustigé la lenteur des travaux, en dépit de la ré-

gularisation des situations financières en suspens, précisant que les travaux n'ont pas encore été entamés dans certaines parties.

AIN DEFLA

Saisie de 2 quintaux de pâte avariée utilisée dans la préparation de gâteaux traditionnels

Les services de sécurité de Ain Defla ont découvert récemment au niveau du chef-lieu de wilaya un atelier de préparation de gâteaux traditionnels activant sans autorisation, préalable des services du commerce, saisissant 2 qx de pâte avariée utilisée dans la confection de cette confiserie orientale, a-t-on appris samedi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Menée à la fin de la semaine en

cours par la 3^e me sûreté urbaine de Ain Defla, cette opération s'inscrivant dans le cadre des efforts visant la préservation de la santé publique, a permis la découverte d'un atelier de confection de gâteaux traditionnels (zalabia) au niveau de la cité Mazouni démunie des conditions d'hygiène les plus élémentaires, a-t-on précisé.

Acculé, le propriétaire du local a reconnu s'adonner à cette activité sans au-

torisation préalable des services du commerce, a-t-on fait savoir, faisant état de la saisie de 100 kg de "aâcila", 100 kg de zalabia et de 200 kg d'une pâte avariée utilisée dans la préparation de ce gâteau traditionnel. Les procédures réglementaires ont été accomplies à l'encontre du mis en cause dans l'attente de sa présentation devant la justice, a-t-on conclu de même source.

BOUMERDES

"Le taux de raccordement au réseau de gaz dépassera les 99% à la fin 2020"

Le taux de raccordement au réseau de gaz naturel à Boumerdes, dépassera les 99%, à la fin 2020, a annoncé, samedi, le Président Directeur général (PDG) du Groupe Sonelgaz (Société nationale de l'électricité et du gaz), Chaher Boulakhras. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya, M.Chaher a indiqué que le "taux de raccordement au réseau de gaz naturel à Boumerdes, va dépasser les 99%, vers fin 2020, soit un taux supérieur à celui du raccordement au réseau électrique", a-t-il signalé. Le

PDG du groupe Sonelgaz a inauguré sa visite par une inspection de la centrale électrique de Cap Djinet (Est de Boumerdes), alimentant de nombreuses wilayas en énergie électrique. Un exposé lui a été présenté, sur place, sur les conditions de travail et les capacités de production de cette centrale, revêtant une dimension nationale stratégique. Il a, également, entendu des préoccupations des cadres et des équipes de production, soumis aux mesures de confinement au niveau de cette station, pour y assurer la continuité du service. Le

responsable s'est, également, rendu à Takedam (banlieue de Dellys, à l'Est), où il a inspecté les conditions de travail au niveau d'un transformateur électrique (60/30kV). Un exposé lui a été présenté sur ce projet, entré en service depuis trois ans. M.Chehar a présidé, à l'occasion, une opération de raccordement de 300 foyers au gaz naturel, au niveau d'une zone d'ombre des hauteurs de Dellys, outre la mise en service d'un centre opérationnel du Groupe à Baghlija, avec le raccordement de 280 foyers au réseau de gaz.

EL TARF

Plus de 900 fuites d'eau potable réparées depuis début 2020

Pas moins de 910 fuites ont été réparées au niveau des réseaux de distribution d'eau potable dans la wilaya d'El Tarf, depuis le début de l'exercice 2020, a-t-on appris samedi de la chargée de communication à la direction locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Ces actions qui s'inscrivent dans le cadre du plan d'action de l'ADE en prévision de l'été prochain visent, a précisé Rahima Youbi, "la lutte contre les maladies à transmission hydriques ainsi que la préservation de la qualité de l'eau potable distribuée aux clients et l'élimination des points noirs qui sont à l'origine de la détérioration de sa qualité". En plus de la réparation des 910 fuites d'eau recensées à travers les 24 communes relevant des centres de l'ADE, sis à Kala, Bouhadjar, Besbes, Bou-

theldja, Dréan, El Tarf et Ben M'Hidi, les brigades de l'ADE d'El Tarf ont effectué durant cette période 130 opérations de nettoyage et de maintenance de réservoirs et châteaux d'eau. Tout en indiquant que l'opération d'entretien et de maintenance se poursuit pour touts autres équipements et structures de l'ADE, la même source a signalé que ces opérations sont effectuées "régulièrement" en présence de chimistes en leur qualité de contrôleurs de la qualité de l'eau, ainsi que de représentants de la direction de la santé et de la population (DSP) et d'agents de la prévention et d'hygiène de la commune. Ces brigades interviennent "quotidiennement" aussi bien pour les actions de maintenance que pour les analyses bactériolo-

giques et physico-chimiques afin de contrôler rigoureusement la qualité de l'eau potable distribuée aux clients, a-t-elle assuré. Ainsi, 14.187 analyses du chlore, 924 autres bactériologiques et 904 physiologiques ont été effectuées depuis le début de l'année en cours, au niveau du laboratoire de contrôle de l'unité Boutheldja, a-t-elle dit. Dans le cadre des efforts visant à assurer la qualité du produit, les services de l'ADE ont également lancé plusieurs opérations d'entretien et de maintenance ciblant l'ensemble des pompes au niveau des stations de pompage de cette wilaya frontalière, a-t-elle noté. Treize (13) nouvelles pompes ont été, ainsi, acquises par l'ADE qui en a mis 10 en réserve afin de les exploiter au moment opportun, a-t-elle souligné,

mettant en relief les efforts déployés au quotidien par les brigades de cette agence pour assurer un service de qualité et répondre aux préoccupations de ses abonnés. L'accès a été mis, dans ce contexte, sur la multiplication des actions de sensibilisation et de prévention contre le coronavirus, tout en œuvrant à garantir une distribution régulière de l'eau potable, dans un contexte de pandémie et l'intervention rapide en cas de pannes. La même source a, à cette occasion, rappelé les facilités de paiement des factures mises, par l'ADE, à la disposition du client, notamment la possibilité de s'acquitter de sa facture au niveau du bureau de poste le plus proche de son domicile et de la fonctionnalité du numéro vert 15/93.

TÉBESSA/COVID-19

Distribution de 1200 bavettes protectrices aux citoyens de la commune Marsat

Au moins 1.200 bavettes de protection ont été distribuées samedi à titre gracieux au profit de citoyens de la commune de Marsat au nord de Tébessa à l'initiative de la direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial pour prévenir la propagation du nouveau coronavirus. Des commerçants et citoyens, rencontrés dans les boulevards et quartiers principaux de cette collectivité locale, ont bénéficié, au titre de cette initiative qui s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre le Covid-19, de bavettes protectrices confectionnées par des artisans bénévoles dans un atelier de couture de statut privé.

L'opération de distribution des bavettes a été entamée depuis le siège de la daïra en présence des autorités locales et a été marquée par l'organisation d'une vaste campagne de sensibilisation sur l'importance de respecter les mesures préventives (rester à la maison et ne pas sortir sauf en cas de nécessité, respect de la distanciation sociale et le port de bavettes).

Une vaste opération de désinfection à laquelle ont participé plusieurs secteurs, dont la protection civile, l'Office national d'assainissement (ONA), l'environnement, le Croissant-Rouge algérien et des associations et bénévoles, a été menée à cette occasion à travers les quartiers et les boulevards de cette commune où six cas confirmés de contamination au coronavirus ont été enregistrés.

A cette occasion, le chef de l'exécutif local, Moulati AtaAllah qui a insisté sur l'importance de poursuivre et de généraliser les opérations de désinfection pour toucher les maisons des cas suspects ou confirmés et leur entourage, a valorisé l'esprit de solidarité dont ont fait montre, en cette conjoncture sanitaire particulière, les différentes composantes de la société, à l'image des artisans et le mouvement associatif.

Le même responsable a instruit les responsables locaux de la santé à l'effet de reprendre le travail dans les différents établissements sanitaires conformément aux instructions du ministre de tutelle et à respecter les mesures préventives recommandées.

GUELMA

363 personnes arrêtées pour infraction au confinement partiel

Trois cent soixante-trois (363) personnes ont été arrêtées durant la première quinzaine du mois de Ramadhan, à Guelma et 52 véhicules et 17 motocycles, ont été mis en fourrière pour infraction aux mesures de confinement partiel prises pour prévenir la propagation du coronavirus, a-t-on appris samedi de la sûreté de wilaya. Les agents de police ont contrôlé durant la période allant du 24 avril au 7 mai, un total de 1.022 individus qui circulaient dans des heures tardives de la nuit, a fait savoir le lieutenant Youcef Ishak Agabi, précisant, que les arrestations ont ciblé des personnes ne possédant pas une autorisation pour circuler la nuit. Pendant la même période, 614 véhicules ont été contrôlés, a-t-il souligné, déclarant que les voitures dont les propriétaires ne possédaient pas d'autorisation de circulation ont été mis en fourrières et les permis de conduire retirés. Les opérations de contrôle ont ciblé également 19 motocycles, a-t-on fait savoir, indiquant que les mesures répressives s'imposent en cas de dépassement ont été appliquées à l'encontre des contrevenants. Pour rappel, 613 personnes ont été arrêtées et 133 véhicules et 26 motocycles ont été mis en fourrière durant la période précédant le mois sacré du Ramadhan pour infraction aux dispositions du confinement partiel.

ORAN Exportation de 18.000 tonnes de rond à béton vers le Canada

Le complexe sidérurgique "Tosyali" de Bethioua (Oran) a exporté 18.000 tonnes de rond à béton vers le Canada, a-t-on appris samedi du directeur du commerce extérieur et suivi d'investissements de ce complexe.

La cargaison a été transportée vendredi à partir du port de Mostaganem, a indiqué Azzi Ramzi qui a signalé que l'opération d'exportation est la troisième du genre au titre de l'année en cours.

Il est prévu, vers la fin du mois de mai en cours, l'exportation de 10.000 tonnes de rond à béton vers les USA à partir du port de Mostaganem, a-t-il annoncé, rappelant que ce complexe a exporté l'année en cours 3.050 tonnes de rond à béton vers la Grande Bretagne et 3.000 tonnes de tubes de fer vers l'Angola.

Le complexe sidérurgique "Tosyali", réalisé dans le cadre d'un investissement d'un opérateur turc, a atteint une production globale de 3 millions de tonnes en 2019.

EMPLOI - JEUNES L'ANSEJ officiellement placée sous tutelle du ministère de la micro-entreprise

L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), dépendant auparavant au ministère du travail et de l'emploi, est officiellement mise sous tutelle du ministère de la Micro-entreprise, des Start-up et de l'Économie de la connaissance en vertu d'un décret exécutif publié au dernier journal officiel (N 27).

Daté du 5 mai 2020, le décret a "conféré au ministre de la micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance, le pouvoir de tutelle sur l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes".

Selon l'article 2 du décret, la dénomination de "ministre du travail et de l'emploi" est remplacée par celle de "ministre de la micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance" dans toutes les dispositions du décret exécutif du 8 septembre 1996, modifié et complété, portant création et fixant les statuts de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes. Le 9 mars dernier, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'un Conseil des ministres, avait instruit le Gouvernement de rattacher l'ANSEJ au nouveau ministère des Micro-entreprises, des Start-up et de l'Économie du savoir.

OUM EL BOUAGHI Une production prévisionnelle de 3,5 millions de quintaux de céréales

Une production de plus de 3,5 millions de quintaux est attendue au titre de l'actuelle saison agricole dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a indiqué, samedi, le directeur des services agricoles (DSA), Laâla Maâchi.

Ce responsable a révélé à l'APS que la production prévisionnelle des 216000 hectares consacrés cette année à la céréalière dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a été établie en tenant compte des conditions météorologiques ayant prévalu durant cette exercice et notamment des quelque 253 ml de pluie qui se sont abattus sur la région depuis les mois d'octobre.

Il a ainsi souligné à titre indicatif que lors de l'année 2018-2019 où il a été enregistré plus de 300 ml de pluie, la production céréalière a atteint cette année-là dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pas moins de 3,8 millions de quintaux dont 2,2 millions de quintaux ont été collectés.

A rappeler que la wilaya d'Oum El Bouaghi recense de nombreuses régions à fortes potentialités de production céréalière, à l'exemple des communes de Sigous, Beriche, Ain El Zitoune et K'sar Sbihi, a-t-on ajouté.

ELECTRICITÉ Boulakhras : "baisse du pic de production de plus 10%"

Le Président-Directeur général (P-Dg) du Groupe Sonelgaz, société nationale de l'électricité et de gaz, Chahar Boulakhras, a fait état samedi à Boumerdes d'une "baisse du pic de production électrique de plus 10%", en raison de la crise sanitaire induite par la pandémie Covid-19.

La crise sanitaire que traverse le pays du fait de la propagation du Coronavirus a impacté la demande de consommation d'électricité, "qui a reculé de plus de 10% étant donné que tous les secteurs fonctionnent au minimum de leurs capacités", a indiqué M. Boulakhras aux journalistes en marge d'une visite d'inspection et de travail à nombre d'infrastructures du secteur à travers le territoire de la wilaya.

Soulignant le caractère sensible de son secteur, il a expliqué qu'il accompagne de par ses services tous les autres secteurs nationaux et assure aux citoyens des prestations de qualité pour pouvoir rester à la maison pendant le confinement qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Coronavirus.

Le P-dg de Sonelgaz a évoqué dans ce sens "le maintien de la mobilisation des équipes de production à travers l'ensemble des stations du pays, et qui a été déclenchée au début de la propagation de cette pandémie".

Affirmant que le Groupe "est en mesure de garantir toutes les



demandes", il a rappelé la mise à disposition de 8500 mégawatts, dans le cadre des mesures préventives face à la crise de Coronavirus, pour satisfaire tous les besoins et remédier à tout imprévu. Ces

mesures ont atteint leurs objectifs en ce sens que hormis de rares cas limités dans le temps, il n'y a pas eu de grandes pannes de réseau d'alimentation à travers le pays, s'est-il félicité.

ECONOMIE - COMMERCE Tripartite : l'ANCAA prépare des propositions à soumettre

L'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCAA) s'attèle à l'élaboration d'un dossier comprenant des propositions à soumettre lors de la tripartite à laquelle a appelé récemment le président de la République, a indiqué mercredi communiqué de l'Association.

A l'occasion de la tenue de la rencontre tripartite, l'association a mis en avant la nécessité de libérer les initiatives des contraintes bureaucratiques, de relancer le rôle des banques dans le développement, de réduire les impôts, d'alléger les taxes fiscales et de créer des zones industrielles spécialisées, tout en accordant la priorité aux micro-entreprises, indique-t-on dans le communiqué. L'ANCAA



assure qu'elle plaidera, lors de la tripartite prévue, en faveur de la révision de l'âge de départ à la retraite et de la nécessité d'agréer les bureaux de change en vue d'éradiquer le marché parallèle de devises, ainsi

que de l'importance de créer une banque dédiée au financement des activités de commerce, d'artisanat et d'intégrer les personnes actives dans les marchés parallèles dans le système économique, lit-t-on dans le

communiqué. L'association a également mis en exergue dans son communiqué, "l'importance de la tenue de cette rencontre en cette période, qui devra dessiner les contours du système économique et déterminer la plateforme de départ pour une Algérie nouvelle".

Pour l'Association, les déclarations du Président de la République sur le rôle de la société civile, la révision du système fiscal, la rationalisation de la politique des subventions et l'encouragement de la production nationale, témoignent d'une "volonté de changement et une incitation aux opérateurs dans toutes les activités économiques, afin de contribuer à la modernisation de l'économie nationale".

AGRICULTURE - MILA Les producteurs d'ail tardent à assurer leurs récoltes

Les producteurs d'ail de la wilaya de Mila tardent à assurer leurs récoltes en dépit des mesures incitatives accordées par la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), a relevé samedi le directeur de l'agence locale de la caisse, Samir Benmerzoug.

Les services locaux de la Caisse "n'ont reçu aucun dossier d'assurance de récolte d'ail qui a été inséré, pour la première fois en septembre passé, à la liste des récoltes agricoles susceptibles d'être assurées", a indiqué le même responsable, alors que le président de l'association de wilaya de Mila des producteurs d'ail et d'oignon a expliqué que le retard pris par les agriculteurs de la filière à assurer leurs récoltes est dû à la nouveauté de l'opération ce qui nécessite un peu de temps.

L'inclusion de l'ail dans le processus des récoltes assurables a eu lieu en vertu

de la convention signée à Mila par le DG du CNMA, Chérif Benhabiles, et le président du conseil national interprofessionnel de filière ail, Boudjemaa Hansali, a indiqué le même responsable à l'APS.

Cette convention prévoit d'"importantes incitations" pour ses producteurs dont une réduction des tarifs et des assurances contre multiples aléas dont les inondations, les orages et les précipitations de grêle outre la prise en charge par la Caisse du suivi technique des récoltes dès les premières périodes de germination, a indiqué le même source.

La convention offre également l'assurance de la partie de la production dirigée vers le stockage pour favoriser la présence de ce produit sur le marché le long de l'année, est-il souligné.

L'agence de la CNMA de Mila poursuivra, a assuré son responsable, l'orga-

nisation de rencontres de sensibilisation en direction des cultivateurs d'ail et leurs représentants pour les convaincre et les inciter à assurer leurs productions.

Pour le président de l'association de wilaya de Mila des producteurs d'ail et d'oignon, Mohamed Djazi, "l'assurance de cette récolte est nouvelle et il faut laisser du temps aux agriculteurs pour qu'ils y adhèrent".

Il a également assuré que "nous travaillons pour inciter les opérateurs qui stockent leurs récoltes à les assurer".

La même source a relevé que la récolte d'ail a démarré dans la wilaya de Mila au cours du mois d'avril dernier et une partie de la production sera destinée au stockage par les producteurs eux-mêmes ou par des opérateurs économiques.

PÉTROLE

Le panier des bruts de l'Opep frôle les 23 dollars

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Opep a poursuivi sa progression en fin de la semaine, atteignant 22,91 dollars, selon les données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publiées sur son site web.

Ce panier de référence de pétrole brut de l'Opep introduit en 2005, s'est établi à 22,91 jeudi contre 22,40 dollars mercredi.

Il comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Orienté (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Les prix de l'or noir ont terminé la séance de vendredi en hausse, portés par l'espoir de retour de la demande en énergie avec la multiplication des mesures d'assouplissement du confinement et les efforts de l'Opep et ses alliés avec l'entrée en vigueur de l'accord de baisse de production depuis une semaine. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet s'est apprécié de 1,51 dollar, ou 5,1%, pour c'loturer à 30,97 dollars, s'affichant ainsi en hausse de 17% sur la semaine. A New York, le baril de "light sweet crude" (WTI), référence américaine du brut, a grimpé de 1,19 dollar,



ou 5,1%, à 24,74 dollars le baril, prenant ainsi environ 25% sur la semaine. Le 1er mai, les 23 membres de l'OPEP+ signataires de la déclaration de coopération ont entamé une baisse de leur production pétrolière de 9,7 mb/j qui s'étalera sur une période de deux mois (mai et juin 2020). Cette réduction devrait ensuite se poursuivre, du 1er juillet à fin décembre 2020, mais avec une cadence inférieure, à savoir une baisse de 7,7 mb/j. L'accord prévoit enfin que les pays concernés par la déclaration de coopération de l'Opep+, signée en 2016, continuent leurs efforts visant à équilibrer un marché forte-

ment impacté par la pandémie de coronavirus, en appliquant une réduction de leur production de l'ordre de 5,8 mb/j à compter du 1er janvier 2021 et jusqu'à la fin avril 2022. Cet accord sera valable jusqu'au 30 avril 2022, cependant, son extension sera réexaminée en décembre 2021.

Jeudi, le ministre de l'Énergie et président de la Conférence de l'OPEP, Mohamed Arkab, a réaffirmé que le marché pétrolier retrouvera son équilibre au deuxième semestre de 2020, notamment à la faveur de la levée du confinement induit par la pandémie de nouveau coronavirus

(Covid-19) dans de nombreux pays. M. Arkab s'est dit "très optimiste" quant au rééquilibrage du marché pétrolier au deuxième semestre de 2020, estimant que le déconfinement progressif entamé dans certains pays en Asie, en Europe et bientôt en Amérique s'accompagnera de la reprise de la demande. "Avec le déconfinement attendu, certains secteurs reprendront leur activité normale, ce qui aura un impact positif sur la demande", avait expliqué le ministre. Il a également fait remarquer que "le marché mondial a connu des flux pétroliers importants entre mars et avril" mais, a-t-il dit, "la pandémie de Covid-19 a créé un grand déséquilibre entre l'offre et la demande".

Les cours de pétrole avaient atteints des niveaux très bas en avril affectés par une forte baisse de demande de l'or noir causée par le ralentissement de la cadence de l'activité économique, dans le cadre des mesures prises par les pays à travers le monde pour endiguer la propagation du Covid-19, notamment l'arrêt des transports et autres activités consommatrices des produits pétroliers.

AFRIQUE - ÉCONOMIE - PANDÉMIE

La BAD adopte une série de mesures pour soutenir les économies africaines

La Banque africaine de développement (BAD) a mobilisé des moyens d'une "ampleur exceptionnelle" pour atténuer les conséquences de la pandémie du coronavirus sur les économies africaines", a indiqué cette institution sur son site web.

"Afin d'éviter l'effondrement pur et simple des économies africaines, la Banque a engagé un train de mesures audacieuses qui inclut une facilité de réponse rapide au Covid-19 de dix milliards de dollars ainsi qu'un emprunt social obligatoire de 3 milliards de dollars dénommé, combattre le Covid-19, levé sur les marchés financiers internationaux", a précisé la même source.

Dans le cadre de la facilité, 5,5 milliards de dollars seront consacrés aux opérations souveraines dans les pays membres de la Banque, 3,1 milliards de dollars pour les opérations souveraines et régionales via les pays du Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la Banque dédiés aux pays fragiles. "Une enveloppe de 1,35 milliard de dollars sera

affectée aux opérations du secteur privé", avance la BAD. A ces mesures économiques s'ajoutent un "appui significatif" aux systèmes sanitaires africains à travers un don exceptionnel de deux millions de dollars de la Banque au Bureau pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé. Outre les campagnes de sensibilisation sur la pandémie, le don va permettre le renforcement des moyens de dépistage, une meilleure prise en charge des cas confirmés ainsi que l'acquisition des kits et des réactifs par les laboratoires d'analyses médicales, selon la banque. "La Banque, par ces mesures qui visent à accroître la résilience des économies africaines face à la pandémie, démontre encore une fois son statut de première institution multilatérale de développement engagée auprès des pays du continent", souligne l'Institution africaine. Selon les estimations de la BAD "La pandémie pourrait entraîner une baisse du produit intérieur brut (PIB) africain de l'ordre de 22,1 à 88 milliards". Les conséquences du Covid-19 pourraient provoquer une contraction du PIB

africain de 0,7 à 2,8 points de pourcentage en 2020, ajoutent les prévisions de la Banque africaine. "Les économies des pays en développement, malgré des années de grands progrès, restent extrêmement fragiles et mal préparées pour affronter cette pandémie. Elles risquent davantage de sombrer sous les lourdes pressions budgétaires qu'elles subissent aujourd'hui avec le coronavirus", a expliqué le président de la Banque Akinwumi Adesina, dans une tribune libre publiée par CNN citée par la BAD. La pandémie a déjà entraîné la baisse des recettes d'exportations des matières premières telles que le pétrole et le gaz ainsi que la chute des activités des secteurs du tourisme et des transports aériens.

"Le choc du COVID-19 réduira davantage la marge de manœuvre budgétaire du continent, étant donné que les déficits budgétaires devraient se creuser de 3,5 à 4,9 points de pourcentage et augmenter le déficit de financement de l'Afrique de 110 à 154 milliards de dollars supplémentaires en 2020", a mis en garde le président de la Banque.

EMIRATS ARABES UNIS - TRANSPORT AÉRIEN

Emirates réalise un bénéfice annuel de 288 millions de dollars

La compagnie aérienne Emirates a annoncé dimanche un bénéfice annuel de 288 millions de dollars, en hausse pour la période d'avant la crise du nouveau coronavirus, ont rapporté des médias locaux. La compagnie de Dubaï, la plus importante du Moyen-Orient, a enregistré 1,1 milliard de dirhams (288 millions de dollars) de bénéfices nets pour l'exercice annuel se terminant en mars, contre 237 millions de dollars l'année précédente, selon un communiqué, ont ajouté les mêmes sources. C'est la 32e

année consécutive de bénéfices pour Emirates qui exploite une flotte de 115 Airbus A-380 et 155 Boeing-777. La compagnie a suspendu ses vols le 22 mars avant de reprendre des liaisons limitées deux semaines plus tard. Le président et directeur général du groupe Emirates, Cheikh Ahmed ben Saïd Al-Maktoum, a déclaré que la compagnie avait réalisé une forte performance au cours des 11 premiers mois de l'année fiscale. "Toutefois, à partir de la mi-février, les choses ont rapidement changé, la

pandémie Covid-19 a déferlé sur le monde entier provoquant une chute soudaine et énorme de la demande de voyages aériens internationaux, les pays ayant fermé leurs frontières et imposé de strictes restrictions aux voyages", a-t-il indiqué. "Nous prévoyons qu'il faudra au moins 18 mois avant que la demande de voyages ne revienne à un semblant de normalité", a-t-il souligné, dans le communiqué. Les bénéfices d'Emirates ont été stimulés par une baisse de 15% des coûts de carburant,

qui ont atteint 7,2 milliards de dollars, soit 31% des coûts d'exploitation. Cependant, la compagnie a vu son revenu annuel diminuer de 6%, à 25,1 milliards de dollars, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus et de la fermeture, pour entretien, d'une piste de l'aéroport de Dubaï.

La compagnie a déclaré avoir transporté 56,2 millions de passagers au cours de l'exercice annuel, soit une baisse de 4% par rapport à l'année précédente, et son fret a diminué de 10% à 2,4 millions de tonnes.

USA - ENTREPRISES - VIRUS

Une deuxième chaîne de grands magasins dépose le bilan en une semaine

Le groupe américain Neiman Marcus, une chaîne de 113 ans connue pour ses grands magasins haut de gamme, a déposé son bilan jeudi, ce qui en fait le deuxième grand détaillant à faire pendant la pandémie de coronavirus.

Le groupe basé à Dallas a eu du mal à rembourser près de 5 milliards de dollars de dettes, en grande partie grâce à des rachats à effet de levier en 2005 et 2013. La pandémie l'a contraint à fermer temporairement les 43 magasins et à placer en congé sans solde la majorité de ses 14.000 employés. En plus de ses magasins hyponymes, la société possède également Bergdorf Goodman, Horchow et Mytheresa.

La société a déclaré qu'elle envisageait de fermer certains magasins, mais n'a pas fourni de détails supplémentaires. Dans une lettre aux clients, le directeur général Geoffroy van Raemdonck a souligné que le groupe ne liquidait pas son activité.

"Comme la plupart des entreprises aujourd'hui, nous sommes confrontés à une perturbation sans précédent causée par la pandémie de COVID-19, qui a exercé une pression inexorable sur notre entreprise", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"Nous devions nous en rendre compte beaucoup plus tôt". Le détaillant de luxe a déclaré qu'il avait obtenu 675 millions de dollars de ses créanciers pour couvrir les coûts pendant la procédure de faillite, qui devrait durer jusqu'à l'automne. Dans son dossier, Neiman Marcus a déclaré qu'il devait entre 1 milliard et 10 milliards de dollars à plus de 50.000 créanciers. Le dépôt du bilan de Neiman Marcus intervient trois jours après que la chaîne de prêt-à-porter J. Crew a déposé une demande de protection contre la faillite au titre du chapitre 11.

D'autres entreprises comme J.C.Penney auraient également envisagé des mesures similaires car ils manquent d'argent, selon les médias.

FRANCE - AVIATION

Airbus: 9 commandes d'avions en avril, 14 livrés

Airbus a enregistré une commande de neuf avions A320 et A321 et livré 14 appareils au cours du mois d'avril, a annoncé jeudi l'avionneur européen, affecté par la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19. Les neuf appareils ont été commandés par le loueur Avolon, basé en Irlande, qui a par ailleurs annoncé en avril l'annulation d'une commande de quatre long-courriers A330 et de 75 Boeing 737 MAX, modèle cloué au sol depuis plus d'un an après deux accidents.

Cette commande porte à 299 depuis le début de l'année les commandes nettes d'avions à Airbus, qui a par ailleurs enregistré 66 annulations depuis janvier (mais aucune en avril).

L'effondrement du trafic aérien provoqué par l'épidémie a mis les compagnies aériennes à genoux et fait craindre aux avionneurs des reports de livraisons et des annulations de commandes.

"Il y a beaucoup de demandes de reports" de livraisons, avait confié le président exécutif d'Airbus Guillaume Faury en présentant les résultats du premier trimestre au cours duquel Airbus a enregistré une perte nette de 481 millions d'euros.

La fermeture des frontières et l'arrêt temporaire de plusieurs sites de production ont également affecté les livraisons d'appareils en avril.

Seuls 14 appareils ont ainsi été livrés aux clients au cours du mois (12 monocouloirs de la famille A320, un gros-porteur A350 et un A330). Confronté selon son président à "la plus grave crise jamais rencontrée par l'industrie aéronautique", Airbus a annoncé la réduction d'environ un tiers de ses cadences de production des différents types d'appareil.

Guillaume Faury a prévenu les 134.000 salariés de "se préparer à ce que cela puisse encore empirer".

Au 30 avril, le carnet de commandes de l'avionneur était de 7.645 appareils, dont 6.217 de la famille A320.

TIARET

Des aides pour plus de 113 000 familles démunies

Pas moins de 113.929 familles nécessiteuses de la wilaya de Tiaret ont bénéficié d'aides financières dans le cadre des mesures devant atténuer les effets du confinement sanitaire et de la solidarité pendant le mois de Ramadhan, a-t-on appris samedi lors d'un point de presse animé par le secrétaire général de la wilaya, Mohamed Daidj Baraka.

Pas moins de 75 000 familles nécessiteuses recensées dans le cadre de la solidarité à l'occasion du mois du Ramadhan ont bénéficié de l'allocation de 10.000 DA et 32.700 familles nécessiteuses affectées par les mesures du confinement pour la prévention contre la propagation du coronavirus ont reçu des kits alimentaires, a-t-il indiqué.

Ces aides, en nature, sont fournies par des bienfaiteurs et des professionnels de divers secteurs qui ont également contribué à la caravane de solidarité avec la population de Blida, formée de 15 camions semi-remorques chargés de divers produits.

Pour sa part, le directeur des affaires religieuses et wakfs de la wilaya de Tiaret, Salim Larkam, a indiqué que dans le cadre du travail de solidarité assumé par sa direction, 6.929 colis alimentaires et un sac de farine ont été distribués à des familles dans le besoin recensées par des imams, notant que le secteur des affaires religieuses a participé avec une somme de 2,5 millions DA dérogée du Fonds Zakat.

L'inspecteur général de la wilaya et président du comité de suivi des opérations de solidarité, Delloul Tayeb, a souligné que l'encadrement de l'opération de solidarité avec les familles affectées par le confinement sanitaire incombait aux associations et aux comités de quartier et notables qui ont effectué des opérations de recensement et de distribution, alors que l'administration procédait au suivi et à la sensibilisation, ajoutant que l'opération de distribution se poursuivra au fur et à mesure de l'arrivée des denrées alimentaires.

Le point de presse a permis de débattre des efforts déployés par différents secteurs en matière d'approvisionnement en moyens médicaux, sensibilisation et désinfection pour réduire la propagation du coronavirus et mettre en œuvre les mesures préventives nécessaires.

Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Tayeb Ziane Broudja, a souligné, pour sa part, que le secteur a confectionné et fourni au secteur de la santé 60.160 masques, 270 combinaisons de protection et deux couloirs de stérilisation par des enseignants et stagiaires, en plus de 1.000 bavettes distribués dans les marchés couverts de Hai Sonatiba et Belle-vue.

JJJEL-SOLIDARITÉ

Arrivée de la caravane de solidarité du ministère de l'Environnement

La caravane de solidarité du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables est arrivée samedi à Jijel en provenance de Biskra chargée de 20 tonnes de légumes et fruits destinés aux ménages affectés par les mesures de confinement sanitaire.

La caravane s'inscrit dans le cadre des caravanes de solidarité supervisées par le ministère de l'Environnement et du ministère délégué chargé de l'environnement saharien au concours de la fédération nationale des jeunes entrepreneurs, a indiqué à l'occasion le directeur de wilaya de l'environnement, Wahid Techachi. La caravane est chargée de fruits et légumes frais récoltés dans la région de M'ziraâ (Biskra) dont la tomate, les piments doux et piquant et le melon, a relevé la même source, soulignant que les produits seront distribués, conjointement avec les associations et comités de quartiers, aux ménages dans le besoin et ceux affectés par les mesures de confinement sanitaire. La wilaya de Jijel a procédé au cours du mois d'avril dernier à la distribution de 14.000 couffins de denrées alimentaires de base à des familles des zones d'ombres de la wilaya. La seconde phase de cette opération a été lancée la semaine dernière et se poursuivra durant tout le mois de Ramadhan pour toucher toutes les familles affectées par les mesures de lutte contre le nouveau coronavirus, a affirmé, de son côté, le directeur local de l'action sociale et de la solidarité, Rabah Aïssou.

RAMADHAN - SOLIDARITÉ

Benhabiles: "le CRA s'apprête à distribuer 150 tonnes d'aides dans 11 wilayas"

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) distribuera les deux prochains jours 150 tonnes d'aides aux familles nécessiteuses dans 11 wilayas et fera un don d'équipements médicaux à un hôpital, a annoncé samedi sa présidente, Saida Benhabiles.

Contactée par l'APS, Mme Benhabiles a précisé que "les bénévoles du Croissant-Rouge algérien distribueront, les deux prochains jours, 150 tonnes de produits alimentaires aux familles nécessiteuses dans 11 wilayas, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, dans le cadre des actions humanitaires et de solidarité menées périodiquement par le CRA".

Une autre opération de solidarité, après celle dont a bénéficié l'hôpital de Boufarik (Blida), est en préparation au profit d'un hôpital (qui n'a pas encore été déterminé), a ajouté la responsable, soulignant qu'il s'agit d'un don d'équipements médicaux dans le cadre du soutien au personnel médical mobilisé dans la lutte contre le coronavirus (Covid-19).

Mme Benhabiles a en outre fait état d'une autre opération de solidarité en partenariat avec les autorités qui sera annoncée en temps opportun.

Par ailleurs, au titre de ses missions de collecte de dons, le Croissant-Rouge algérien signera, dans les prochains jours, une convention de coopération avec la Chambre algérienne de commerce et d'Industrie, grâce à laquelle il recevra d'importantes quantités d'aides qui lui permettront de distribuer une partie et de constituer un stock de réserve qui sera distribué



progressivement, selon la responsable. Cette convention, poursuit-elle, ainsi que l'autre signée avec le ministère du Commerce ayant permis d'obtenir une quantité importante d'aides, "traduisent la volonté politique du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a encouragé le CRA mais aussi le soutien du Premier ministre Abdelaziz Djerad qui a exprimé l'engagement des membres du Gouvernement à soutenir le CRA dans la mise en œuvre de ses plans humanitaires".

A ce propos, Mme. Benhabiles s'est dite reconnaissante par rapport à ces positions ayant permis au CRA de recouvrer la place qui lui sied après avoir été réduit, auparavant, en une simple association caritative locale, et de concrétiser les objectifs

qu'il s'est fixé en 1956 en étant un véritable partenaire de l'Etat".

S'agissant des opérations de solidarité effectuées par le CRA depuis janvier dernier à ce jour, la même responsable a fait état de la "mobilisation de plus de 30.000 bénévoles relevant du CRA à travers tout le territoire national en sus d'autres volontaires venus pour présenter leur aide en raison de la pandémie covid-19", rappelant "l'existence d'initiatives locales menées par des bénévoles comme à Guelma où ils distribuent, durant ce mois sacré, des gâteaux et des fruits aux patients et au personnel médical au nouveau des hôpitaux en guise de solidarité".

A cet effet, elle a affirmé "la poursuite des différentes activités menées par le CRA, telle la confection des masques assurée par des bénévoles des deux

sexes au niveau de plusieurs ateliers de couture, à travers le territoire national, en partenariat avec les fournisseurs qui veillent à leur procurer la matière première".

Les masques confectionnés sont distribués à titre gracieux dans le cadre de la sensibilisation à l'importance de se protéger contre le virus, a-t-elle souligné, assurant la poursuite des caravanes d'aides humanitaires en faveur des zones d'ombre. "Les initiatives menées par le CRA ne se limitent pas au niveau local, en témoigne les caravanes de solidarité avec les réfugiés sahraouis et le peuple italien qui a longtemps souffert des retombées de la propagation du nouveau coronavirus", a rappelé Mme Benhabiles, saluant "la forte adhésion des bailleurs de fonds algériens et des étrangers investis en Algérie qui ont répondu à l'appel sans la moindre hésitation en cette conjoncture difficile".

Elle s'est, par ailleurs, félicité du "partenariat et de la coopération avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) qui ont permis la formation de 30 bénévoles du CRA à Alger, en matière de lutte et de prévention contre le virus, lesquels ont formé à leur tour des bénévoles dans d'autres wilayas, et veillé à transmettre leur expertise y compris au grand public.

TIZI-OUZOU

Près de 35.000 colis alimentaires distribués aux nécessiteux

Quelque 34.900 colis alimentaires ont été distribués aux familles nécessiteuses dans la wilaya de Tizi-Ouzou, au titre de différentes opérations de solidarité initiées depuis le début de la pandémie de Covid-19, selon un bilan communiqué par le directeur local de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Mehani Achour.

Sur ces 34.900 colis distribués dans 67 communes de la wilaya, un total de 26.000 kits a été acquis sur le budget de wilaya grâce au soutien de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour un montant de 85 millions de DA.

Chaque colis est d'une valeur de 600 DA et contient 13 produits de première nécessité, selon le même bilan arrêté au 7 mai courant, a indiqué ce même responsable.

Les 8.900 colis restants, chacun d'une valeur de 5.000 DA et composés de 11 produits alimentaires de première nécessité, représentent les dons des bienfaiteurs de la wilaya dont les chambres d'agriculture et du commerce et d'industrie, les opérateurs économiques publics et privés, les agriculteurs et de nombreux autres anonymes, a-t-on précisé de même source.

A cela s'ajoute l'organisation de caravanes de solidarité, dont une initiée par les autorités locales en colla-



boration avec les comités de villages et les cellules de solidarité de proximité, vers les zones d'ombres et ayant touché les communes de Mkira, Ait Yahia moussa, Imsouhal, Akerrou, Béni Ziki, Draa El Mizan, Ait Yahia, Ait Boumahdi, Timizart, Illoula Oumalou et Frikat. Une autre caravane a ciblé les pères de familles aux besoins spécifiques, pour la remise de kits alimentaires et de fauteuils roulants, et une autre les familles placées en confinement sanitaire durant cette pandémie, à Iflissen, Timizart, Béni Yeni, Ouacifs et Aghris.

De nombreuses autres opérations de solidarité sont initiées quotidiennement par des organisations de la société civile, les conseils interprofes-

sionnels des filières oléicole, lait, agrumes, pommes de terre, les abat-toirs et les laïteries entre autres, au profit des familles dans le besoin, des sans abris et des personnels soignants, selon le même bilan de la DASS.

Par ailleurs, dans le cadre de la solidarité inter wilayas, Tizi-Ouzou a envoyé une caravane de solidarité de produits alimentaires vers Blida et a reçu une autre de fruits et légumes de la wilaya de Biskra orientée aux différents établissements de santé de Tizi-Ouzou, a rappelé M. Mehani. Le même responsable a rappelé que dans le cadre de la solidarité Ramadhan, un total de 32 398 familles nécessiteuses a bénéficié de l'aide de 10.000 DA. Pour cette opération, il a été mobilisé un montant de plus de 349,556 millions de DA, dont 21 millions de DA représentant la subvention du ministère de la Solidarité, 80 millions de DA mobilisés sur budget de wilaya, près de 78 millions de DA représentant la contribution des communes, 9,88 millions de DA celle du Fond Zakat, 10 millions de participation de la Sonelgaz, Naftal et de la Sonatrach et plus de 122, 754 millions DA représentant les paiements à découvert, selon le même bilan de la DASS.

CONFINEMENT - VULNÉRABILITÉ

Le confinement aggravera davantage la vulnérabilité des travailleurs informels

Les mesures de confinement et d'endiguement du COVID-19 vont aggraver la pauvreté et les vulnérabilités parmi les deux milliards de travailleurs de l'économie informelle à travers le monde, a alerté l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans une nouvelle note publiée sur son site web.

Le document de l'OIT avance que dans les pays à faible revenu, les niveaux de pauvreté relative des travailleurs informels pourraient augmenter de 56 points de pourcentage, dans les pays à revenu intermédiaire supérieur la hausse est estimée à 21 points de pourcentage tandis que dans les pays à revenu élevé, on estime que les niveaux de pauvreté relative des travailleurs informels devraient augmenter de 52 points.

Dans le monde, pas moins de 1,6 milliard de travailleurs informels sur deux milliards sont affectés par les mesures de confinement et de restriction.

La plupart d'entre eux travaillent dans les secteurs les plus durement touchés ou dans de petites entreprises plus vulnérables aux chocs.

"Il s'agit de travailleurs des secteurs de l'hébergement et de la restauration, de l'industrie manufacturière, de la vente de gros et de détail, et des plus de 500 millions d'agriculteurs qui approvisionnent les marchés urbains", indique l'organisation onusienne en précisant que les femmes sont particulièrement affectées dans les secteurs à haut risque.

"En outre, comme ces travailleurs ont besoin de travailler pour nourrir leur famille, les mesures de confinement liées au COVID-19 ne peuvent pas être mises en œuvre avec



succès dans de nombreux pays", estiment les auteurs du rapport.

"Cela met en péril les efforts déployés par les gouvernements pour protéger la population et lutter contre la pandémie, et pourrait devenir source de tensions sociales dans les pays où l'économie informelle est importante", ont-ils averti.

Plus de 75 % de l'emploi informel total concerne des entreprises employant moins de dix personnes, y compris 45 % de travailleurs indépendants sans employés.

Les travailleurs informels pris entre deux feux : le chômage et la maladie

La plupart des travailleurs informels n'ayant pas d'autres moyens de subsistance, ils sont confrontés à un dilemme presque insoluble: mourir de faim ou du virus, selon la note d'information.

Cette situation a été exacerbée par les perturbations de l'approvisionnement alimentaire qui ont particulièrement affecté les travailleurs de l'économie informelle.

Quant aux 67 millions de travailleurs domestiques dans le monde, dont 75 % sont des travailleurs informels, le chômage est devenu pour eux aussi dangereux que le virus lui-même, note le rapport.

"Beaucoup d'entre eux n'ont pas pu travailler, que ce soit à la demande de leur employeur ou en application du confinement.

Ceux qui continuent de se rendre au travail sont confrontés à un risque élevé de contagion puisqu'ils s'occupent de familles à leur domicile privé.

Pour les 11 millions de travailleurs domestiques migrants, la situation est encore pire.

"La crise du COVID-19 exacerbe encore les vulnérabilités et les inégalités existantes", déclare

Philippe Marcadent, chef du service INWORK de l'OIT.

"Les réponses politiques doivent veiller à ce que l'aide parvienne aux travailleurs et aux entreprises qui en ont le plus besoin", a-t-il recommandé.

Les auteurs du rapport ont fait constater que les pays où l'économie informelle est la plus importante et où ont été prises des mesures de confinement total sont ceux qui souffrent le plus des conséquences de la pandémie.

"La part des travailleurs de l'économie informelle gravement affectés par le confinement varie de 89% dans les Etats arabes et en Amérique latine à 83 % en Afrique, 73 % en Asie et Pacifique, et 64 % en Europe et Asie centrale.

Les pays doivent suivre une stratégie à plusieurs volets qui combine plusieurs lignes d'action concernant à la fois les répercussions sanitaires et économiques de la pandémie, déclare l'OIT.

Parmi ses recommandations, le rapport souligne la nécessité d'adopter des politiques qui réduisent l'exposition des travailleurs informels au virus, garantissent que les personnes infectées ont accès à des soins de santé, fournissent un revenu et une aide alimentaire aux individus et à leur famille, et préviennent les dommages causés au tissu économique des pays.

SUISSE - CORONAVIRUS

Manifestations contre le confinement

De nombreuses personnes ont manifesté samedi devant le Parlement à Berne et dans d'autres villes suisses pour protester contre les restrictions imposées par les autorités pour lutter contre le nouveau coronavirus, ont rapporté des médias locaux.

La Suisse, qui a enregistré plus de 1.500 morts pour 30.000 contaminations, a cependant commencé à assouplir les mesures de confinement, autorisant, il y a deux semaines, l'ouverture des petits commerces.

Dès lundi, les écoles, restaurants, musées et librairies pourront faire de même, en respectant toutefois des conditions spécifiques.

Les manifestants de samedi estiment que les restrictions en vigueur violent leurs droits fondamentaux, selon l'agence de presse Keystone-ATS.

Cent à 200 personnes se sont également rassemblées à Zurich et environ 80 à Saint-Gall, pour des actions de protestation distinctes de celle de Berne, d'après ATS.

La Suisse est entrée à la mi-mars en confinement, ordonnant alors la fermeture des écoles et de tous les commerces non-essentiels.

Les rassemblements de plus de cinq personnes y restent théoriquement interdits.

AUSTRALIE - COVID-19

10 arrestations lors d'une manifestation contre les restrictions

Dix personnes ont été arrêtées et un policier a été blessé dimanche lors d'une manifestation à Melbourne contre les restrictions ordonnées pour lutter contre le Covid-19, ont rapporté des médias.

Environ 150 personnes se sont rassemblées près du Parlement de Victoria, un Etat australien qui a retardé la levée des restrictions en raison d'une flambée de nouveaux cas dans un abattoir de Melbourne.

L'Australie a recensé environ 7.000 cas de contamination au nouveau coronavirus, qui a tué moins de 100 personnes. Le pays a été salué pour l'efficacité des mesures prises pour combattre l'épidémie.

Une porte-parole de la police de Victoria a fait état de 10 arrestations lors de la manifestation de dimanche, essentiellement pour des violations des règles de distanciation sociale ou dans certains cas, pour des ruptures de confinement.

"Trois des personnes arrêtées ont aussi été inculpées de l'agression d'un policier", a-t-elle précisé.

Le directeur australien de la Santé, Brendan Murphy, a déploré "la quantité de désinformation stupide qui circule", et notamment les commentaires faisant un lien entre le coronavirus et la technologie de la 5G.

CHINE

Plus de 1.300 pompiers mobilisés pour lutter contre un incendie de forêt au Yunnan

Plus de 1.300 pompiers ont été mobilisés pour lutter contre un incendie survenu dans la province du Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine, ont indiqué dimanche les autorités locales.

Le feu a éclaté samedi dans la ville d'Anning (une ville située à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Kunming, capitale de la province du Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine).

Dimanche à 5h40, une partie de l'incendie était maîtrisée, et les pompiers s'efforçaient d'éteindre le reste des flammes.

Un nuage de fumée noire est visible depuis les zones urbaines de Kunming.

Les détails de l'incendie et l'ampleur des dégâts sont encore inconnus, selon l'agence Chine nouvelle.

Fin avril, un millier de personnes ont été mobilisées pour éteindre l'incendie qui a ravagé une forêt dans la province du Yunnan, dans le sud-ouest du pays. L'incendie a été repéré dans la zone forestière du village de Xingwen, dans le district de Yulong administré par la ville de Lijiang, selon la police des incendies de forêt de la ville.

APS

CORÉE DU SUD

Séoul ferme ses établissements nocturnes de peur d'une nouvelle vague du virus

Les autorités locales à Séoul ont décrété la fermeture de tous les établissements nocturnes de la capitale sud-coréenne de peur que le nouveau foyer d'infection constaté dans son quartier branché ne génère une résurgence de l'épidémie de coronavirus, jusqu'alors jugulée.

Plus d'une vingtaine de nouveaux cas de contamination ont été rattachés à un homme de 29 ans testé positif après avoir fréquenté cinq clubs et bars le week-end précédant dans le quartier festif d'Itaewon.

Les autorités sanitaires craignent une reprise de la contagion, en estimant à 7.200 le nombre de personnes ayant également fréquenté les cinq établissements en question. "La

négligence peut entraîner une explosion des infections", a déclaré le maire de Séoul, Park Won-soon, précisant que la fermeture serait maintenue jusqu'à nouvel ordre.

Il a aussi demandé aux personnes s'étant rendues dans ces établissements de bien vouloir se faire connaître. Sur les 18 nouveaux cas positifs au Covid-19 répertoriés samedi en Corée du Sud, 17 étaient liés au foyer d'Itaewon, selon les Centres coréens de contrôle et de prévention des maladies.

Le pays était en train de retrouver une vie normale, les autorités ayant assoupli mercredi les règles de distanciation sociale, en vigueur depuis mars. Très exposée à la contagion au

début de la pandémie, la Corée du Sud a maîtrisé la maladie en mettant en oeuvre un vaste programme de "traçage, test et traitement" qui a suscité de nombreux éloges. Elle est internationalement perçue comme un modèle dans sa gestion de la crise sanitaire. Des lieux publics comme les musées et les galeries d'art ont repris leurs activités et certains sports professionnels, notamment le baseball et le football, ont démarré une nouvelle saison. Les écoles devraient rouvrir dans la semaine.

Trente-quatre nouveaux cas de contamination ont été enregistrés dimanche, record national depuis un mois, pour un total de 10.874 personnes infectées, dont 256 décès.

ETHIOPIE

Un glissement de terrain fait 12 morts

Douze (12) personnes ont perdu la vie dans un glissement de terrain dû à des intempéries dans la Région des nations, des nationalités et des peuples du Sud (SNNP) dans le sud-ouest de l'Ethiopie, ont rapporté dimanche des médias citant des autorités locales.

Sept corps ont déjà été extraits

alors que cinq autres restent coincés dans les décombres des bâtiments qui se sont effondrés, selon des médias.

D'après Ristu Yirdaw, une autorité locale de la SNNP, "l'absence de précision de la topographie dans les zones rend les recherches difficiles même si les efforts sont intensifiés pour localiser les morts".



A L G É R I E - S A N T É

RELIZANE 3 personnes guéries du coronavirus quittent l'hôpital



Trois personnes ont quitté samedi l'établissement public hospitalier EPH "Ahmed Francis" de Oued Rhiou après leur guérison du coronavirus, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et de la population de la wilaya.

Ces personnes ont quitté l'hôpital après que les résultats des analyses par l'annexe de l'institut Pasteur d'Oran ont confirmé leur rétablissement. Le nombre de malades du coronavirus qui ont quitté l'hôpital après leur guérison à l'hôpital Oued Rhiou a atteint 28 personnes et celui de la wilaya de Relizane 44 jusqu'à ce jour samedi.

Les cas rétablis ont suivi un traitement au protocole de la chloroquine, a-t-on indiqué.

PÊCHE - PANDÉMIE Une réunion d'évaluation des CAPA membres des cellules de veille



La Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA) a tenu jeudi une réunion en vision-conférence pour l'évaluation de la performance des chambres, membres des cellules de veille mises en place dans le cadre de la crise du Covid-19, a indiqué jeudi un communiqué de la CAPA.

Présidé par le président de la CAPA, Bani Benmira Karim, la rencontre a vu la participation des membres et présidents de comités techniques concernés par l'évaluation de la performance des CAPA, membres des cellules de veilles installées par la tutelle dans le cadre de la pandémie Covid-19, a précisé le document.

Ces cellules assurent le recensement de tous les professionnels lésés en raison de la suspension de leurs activités au niveau de plusieurs ports du pays, l'encadrement des opérations de solidarité depuis le début de la crise, outre la sensibilisation au respect des mesures de prévention afin d'endiguer la propagation du Covid-19, a ajouté la même source.

La rencontre a porté sur l'amélioration des conditions d'hygiène et les mesures de prévention pour la navigation des bateaux de pêche, tous types confondus, et ce pour la préservation de la santé des professionnels.

COVID-19 189 nouveaux cas confirmés et 6 décès en Algérie durant les dernières 24h

Cent quatre-vingt-neuf (189) cas confirmés au coronavirus (Covid-19) et cinq (5) décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre des cas positifs à 5558 et celui des décès à 494, a indiqué samedi le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr. Fourar a indiqué que les nouveaux décès ont été enregistrés dans chacune des wilayas de Blida, Tipasa, M'sila, Ouargla, Bouira et Mila.

Selon les chiffres, 18 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas ce samedi, tandis que 17 wilayas ont notifié entre un (1) et cinq (5) cas, et 13 autres ont enregistré plus de 5 cas.

Le nombre des cas guéris a atteint 2546, dont 79 durant les dernières 24 heures, a précisé Dr. Fourar, indiquant que 19 patients sont en soins intensifs.

Il a rappelé que les wilayas de Blida, Alger, Oran, Aïn Defla, Médéa et Bechar ont enregistré le plus grand nombre de cas selon le dernier bilan. Par tranches d'âge, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 56% du total des cas confirmés.

M. Fourar a indiqué, en outre, que le nombre de patients ayant bénéficié du traitement s'élevait à 9157, dont 3800 cas confirmés selon des



tests PCR et 5357 cas suspects selon les indications de l'imagerie et du scanner.

Le même responsable a, toutefois, déploré le non respect par certains citoyens des mesures préventives, une attitude contraire aux préceptes

du mois sacré du ramadhan, a-t-il relevé, et un comportement dangereux pour la santé de la société, invitant les citoyens à observer en toute conscience et avec rigueur les mesures d'hygiène, de distanciation sociale et de confinement.

TÉMOIGNAGE VIVANT Dr Hadj Sadok Zoheir, de la lutte contre la pandémie à la lutte pour la survie

Aux premiers rangs de la lutte contre le Covid-19 à Aïn Defla depuis des semaines, le Dr. Hadj Sadok Zoheir a fini par faire les frais du redoutable virus, échappant de justesse à une mort qui semblait certaine.

Tout en mettant cette expérience inédite sur le compte des "risques du métier", ce médecin de 52 ans et également directeur de la santé et la population (DSP) de la wilaya a livré à l'APS un témoignage poignant sur les 23 jours d'isolement sanitaire passés chez lui et à l'hôpital, soutenant que la pandémie laissera en lui "des traces indélébiles qui le marqueront à jamais".

C'est lors d'une réunion tenue avec un groupe de médecins spécialistes (épidémiologistes, médecins-réanimateurs et ceux s'adonnant à la médecine préventive) en vue de discuter des voies et moyens susceptibles d'améliorer les conditions de prise en charge des malades atteints du Covid-19 que Dr Hadj Sadok a été contaminé par un médecin exerçant à l'hôpital de Khémis Miliana lequel était atteint par l'"ennemi invisible".

"J'ignorais lors de cette rencontre de plus de deux heures que ce collègue était sous traitement car lui-même atteint du virus", a-t-il reconnu, signalant qu'à la faveur de son statut de

médecin, il a très vite compris que des symptômes tels les douleurs thoraciques, la fièvre, les courbatures, la diarrhée et la fatigue constituait des indices de sa contamination au Covid-19.

Sans perdre un instant, il passe un scanner qui a révélé une atteinte radiologique typique du Coronavirus, se faisant aussitôt ausculté par un médecin, ce dernier décidant de son placement au niveau du service d'isolement de l'hôpital de Aïn Defla pour une durée de onze jours.

Des séquelles indélébiles
Passant désormais du statut de médecin à celui de malade, Dr Hadj Sadok reconnaît avoir rencontré des difficultés d'adaptation au début de son admission à l'hôpital si bien qu'il a perdu tout envie de manger. "Mon bilan sanguin était perturbé car je ne mangeais pas, une situation exacerbée par des céphalées et des courbatures", a-t-il expliqué, faisant néanmoins état d'une progressive amélioration au bout du huitième jour "grâce notamment aux effets positifs de la chloroquine".

Après avoir quitté l'hôpital, M. Hadj Sadok est astreint à une autre période de confinement chez lui (12 jours) au bout de laquelle il est, à sa très grande joie,

déclaré complètement guéri. "En me rappelant les faits selon leur ordre chronologique, je dis, sans risque de me tromper, que je suis revenu de loin", a-t-il reconnu, assurant qu'au paroxysme des douleurs, il "voyait la mort s'approcher à petit pas" (il répéta cette expression quatre fois).

Dans ses tentatives de surpassement et pour se donner du courage en vue de tenter d'échapper à la mort, il s'est concentré sur l'un de ses meilleurs enseignants qui lui a inculqué l'amour de la médecine, en l'occurrence feu le Pr Mehdi Si Ahmed, terrassé par l'horrible virus il y plus d'un mois alors qu'il était à l'avant-garde de la lutte contre l'épidémie à Blida.

"C'était un médecin hors-pair, une sommité dans le monde de la médecine disposant de surcroît d'une moralité et d'une conscience professionnelle inégalables", a-t-il assuré.

Pour Dr Hadj Sadok, sa contamination au Covid-19 et le combat livré pour le vaincre resteront à jamais gravés dans sa mémoire, observant que sept jours après avoir été déclaré guéri, ses jeunes filles (7 et 11 ans) évitent de l'enlacer car redoutant une contamination de sa part.

Relevant par ailleurs non sans philosophie qu'"à quel que chose malheur est bon", il a estimé que l'avènement de la pandémie en

Algérie a permis de réhabiliter les blouses blanches.

"Les gens s'intéressent d'avantage aux médecins et à leur rôle dans la lutte contre toute sorte de pathologies", s'est-il félicité, observant qu'en lieu et place de certaines scènes d'agressions à l'endroit des médecins, des paramédicaux et des agents de sécurité au sein même des enceintes hospitalières, ces derniers, outre les applaudissements auxquels ils ont droit, se voient remettre des cadeaux et des fleurs par les citoyens en guise de reconnaissance du travail effectué. Mais, parallèlement aux efforts consentis par le corps médical dans la lutte contre le Covid-19, le DSP de Aïn Defla mets en exergue l'importance de l'adhésion du citoyen dans cette démarche, mettant l'accent sur la nécessité de l'observation du confinement sanitaire.

Pour lui, les images aussi choquantes que bouleversantes de cohue et de frénésie observées dans des marchés bondés de monde attestent que les gens prennent le sujet à la légère, estimant que "le mal n'arrive qu'aux autres".

"A peine les marchés furent-ils rouverts que la fièvre acheteuse s'est emparé des gens, leur faisant oublier les risques encourus par le Covid-19", a-t-il regretté.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

276.435 morts dans le monde

La pandémie de nouveau coronavirus a fait au moins 276.435 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi à 19H00 GMT.

Plus de 3.984.960 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 195 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière. Parmi ces cas, au moins 1.312.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Depuis le comptage réalisé la veille à 19H00 GMT, 4.656 nouveaux décès et 87.674 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès sont les Etats-Unis avec 1.643 nouveaux morts, le Brésil (751) et le Royaume-Uni (346).

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 77.744 décès pour 1.297.549 cas. Au moins 198.993 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni avec 31.587 morts pour 215.260 cas, l'Italie avec 30.395 morts (218.268 cas), l'Espagne avec 26.478 morts (223.578 cas) et la France avec 26.310 morts (176.658 cas). Parmi les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à



sa population, avec 74 décès pour 100.000 habitants, suivi par l'Espagne (57), l'Italie (50), le Royaume-Uni (47) et la France (40).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 82.887 cas (1 nouveau entre vendredi et samedi), dont 4.633 décès et 78.046 guérisons.

L'Europe totalisait samedi à 19H00 GMT 155.074 décès pour 1.707.797 cas, les Etats-Unis et le Canada 82.528 décès (1.365.168 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 18.679 décès (341.790 cas), l'Asie

10.367 décès (284.322 cas), le Moyen-Orient 7.502 décès (218.372 cas), l'Afrique 2.160 décès (59.254 cas), et l'Océanie 125 décès (8.261 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les bureaux de l'AFP auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En raison de corrections apportées par les autorités ou de publications tardives des données, les chiffres d'augmentation sur 24h peuvent ne pas correspondre exactement à ceux publiés la veille.

BRÉSIL

Le seuil des 10.000 morts franchi

Le Brésil a franchi le seuil des 10.000 morts et des 150.000 cas de coronavirus, selon les chiffres communiqués samedi par le ministère de la Santé du pays le plus touché d'Amérique latine par la pandémie.

Les autorités ont enregistré 10.627 décès et 155.939 cas confirmés de contamination au Covid-19, des chiffres qui toutefois, selon la communauté scientifique, pourraient être 15, voire 20 fois plus élevés en réalité, le Brésil pratiquant très peu de tests.

Au rythme élevé où progresse le Covid-19, le pays de 210 millions d'habitants pourrait être en juin le nouvel épice de la pandémie qui a fait au moins 276.000

morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine. Samedi soir, 730 décès supplémentaires avaient été enregistrés en 24 heures, un chiffre proche du record quotidien établi la veille (751). Par ailleurs, 10.701 nouveaux cas ont été confirmés en une journée.

Le seuil des 10.000 morts franchi, le Congrès "solidaire de la douleur" et "par respect de la mort de 10.000 Brésiliens" a décrété samedi trois jours de deuil officiel.

Les présidents du Sénat et de la Chambre de députés ont appelé les Brésiliens "à suivre les recommandations des autorités de la Santé" avant "un retour certain et définitif à la normalité".

ROYAUME-UNI

Un système d'alerte sur l'évolution de la maladie mis en place

Un système d'alerte sur l'évolution de la pandémie de nouveau coronavirus va être mis en place au Royaume-Uni, a annoncé le ministre des Communautés dimanche, quelques heures avant un discours du Premier ministre Boris Johnson sur un déconfinement qui s'annonce limité.

Tandis que les autorités ont répété depuis des semaines aux Britanniques de "rester chez eux", le message va désormais être de "rester vigilant", alors que le pays déplore plus de 31.000 morts liés à la pandémie.

"Nous devons rester autant que possible à la maison, mais lorsque nous allons travailler et vaquer à nos occupations, nous devons rester vigilants", a déclaré le ministre chargé des Communautés, Robert Jenrick, sur Sky News.

Un système d'alerte, sur le modèle de ce qui existe pour la menace terroriste va être mis en place pour



informer les Britanniques du niveau de danger de la pandémie.

"Pour le moment, nous pensons que le pays se trouve à quatre sur une échelle de cinq, cinq étant le (niveau le) plus préoccupant et nous voulons le ramener aussi rapidement que possible à trois", a décrit le ministre.

"Et à chaque étape, nous serons en mesure d'ouvrir et de redémarrer d'avantage d'aspects de l'économie et de nos vies", a-t-il expliqué. Le ministre a

expliqué qu'un centre de biosécurité compilera les données et surveillera les progrès contre le virus ce qui déterminera la réponse du gouvernement.

Des mesures spécifiques pourront être mises en places dans certaines parties du pays, selon l'évolution de la pandémie.

Boris Johnson doit dévoiler à 18H00 GMT sa stratégie pour assouplir le confinement, décrété le 23 mars, mais il compte agir avec un "maximum de précaution". Le gouvernement

envisage également d'obliger les voyageurs arrivant au Royaume-Uni d'observer une période de quarantaine de quatorze jours, ce qui inquiète le secteur aérien, déjà très déstabilisé par la pandémie. Les mesures qu'annoncera Boris Johnson dimanche concerneront l'Angleterre uniquement, chacune des quatre nations constitutives du Royaume-Uni déterminant de manière autonome son plan en matière de confinement.

M. Jenrick a toutefois déclaré qu'une approche commune était "la forte préférence" du gouvernement.

Le Pays de Galles a annoncé vendredi de modestes assouplissements au dispositif de confinement. Les Gallois pourront sortir faire de l'exercice plus d'une fois par jour, sans trop s'éloigner de leur foyer.

Les magasins de jardinage pourront rouvrir et bientôt les bibliothèques.

FRANCE

Le plus bas bilan depuis début avril

La France a recensé 80 morts supplémentaires en 24 heures, soit le bilan quotidien le plus faible depuis début avril, portant le nombre total de décès à 26.310 depuis le 1er mars, a indiqué samedi la Direction générale de la santé dans un communiqué.

Seuls quatre décès ont été enregistrés dans les établissements médico-sociaux et ceux pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), une baisse spectaculaire par rapport aux statistiques quotidiennes des dernières semaines, et 76 dans les hôpitaux.

En outre, à 36 heures du début du déconfinement, la pression sur les services de réanimation continue de s'alléger avec 38 nouveaux cas graves admis dans ces services de pointe, soit un solde de 56 malades graves du Covid-19 en moins.

Selon la DGS, 22.614 personnes restent hospitalisées en France en raison du virus, avec 265 nouvelles admissions depuis vendredi.

Depuis le début de l'épidémie, 95.829 personnes ont été hospitalisées dont 56.038 personnes sont rentrées à domicile. "L'épidémie est toujours active et évolutive et le virus circule dans de nombreuses zones du territoire", prévient toutefois la DGS qui appelle à maintenir les mesures barrières et de distanciation sociale avec le début du déconfinement lundi.

ITALIE

Le nombre de guérisons du COVID-19 dépasse les 100.000

Le nombre de guérisons du COVID-19 en Italie a dépassé les 100.000, selon le dernier décompte publié samedi par le Département national de la protection civile. Les guérisons ont bondi de 4.008 par rapport aux 99.023 de vendredi, portant le total national à 103.031 précisément.

Parallèlement, le nombre d'infections actives a diminué de 3.119, passant de 87.961 vendredi à 84.842.

Parmi les patients testés positifs au nouveau coronavirus, 13.834 sont hospitalisés pour des symptômes, en baisse de 802 au cours des dernières 24 heures, tandis que 1.034 sont en soins intensifs, en baisse de 134 par rapport à vendredi.

Les 69.974 patients restants, soit 82% des personnes testées positives, sont placés en quarantaine à domicile, soit parce qu'ils sont asymptomatiques, soit parce qu'ils présentent des symptômes bénins.

Par ailleurs, le nombre de décès sur une seule journée de la date de samedi s'est monté à 194, ce qui porte le total à 30.395 depuis que l'épidémie a été détectée pour la première fois en Lombardie, dans le nord de l'Italie, le 21 février. Le nombre total d'infections et de décès liés au COVID-19 et de guérisons depuis le début de la pandémie est passé à 218.268 cas au cours des dernières 24 heures, contre un total de 217.185 cas vendredi.

ETATS-UNIS

1.568 morts en 24h

Les Etats-Unis ont enregistré 1.568 décès dus au coronavirus en 24 heures, ce qui porte le total à 78.746, selon le comptage samedi soir de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

D'après cette université de Baltimore (est), il y a eu 1.309.164 cas détectés dans le pays le plus touché par la pandémie, si l'on se fie à des données qui pourraient néanmoins sous-estimer le nombre de cas aux Etats-Unis comme un peu partout dans le monde, faute de tests suffisants. Le gouverneur de l'Etat de New York Andrew Cuomo a signalé sur Twitter samedi la mort de "trois jeunes New-Yorkais", à une date qu'il n'a pas précisée, d'une maladie inflammatoire aux symptômes proches de la maladie de Kawasaki, probablement liée au Covid-19.

Il en avait annoncé une première la veille.

"Bien que ce soit rare, nous exhortons les parents à la vigilance", a-t-il écrit.

D'après les médias américains, deux dirigeants de la santé publique se sont mis en quarantaine après avoir été en contact avec des personnes contaminées: Robert Redfield, directeur du Centre de prévention des maladies infectieuses (CDC), et Anthony Fauci, épidémiologiste qui conseille la Maison Blanche.

HYGIÈNE DE VIE

Jouer pour prévenir la perte de mémoire

En plus d'être divertissante, la pratique d'activités mentales stimulantes chez les seniors permettrait de diminuer le risque ou de retarder la perte de mémoire liée à l'âge, appelée déficience cognitive légère.

L'utilisation d'un ordinateur, les jeux, les occupations créatives et sociales... Autant d'activités mentales stimulantes qui pourraient aider à retarder les pertes de mémoire liées à l'âge, d'après une étude publiée dans la revue *American Academy of Neurology* ce mercredi 10 juillet. D'après les chercheurs de la Mayo Clinic de Scottsdale (États-Unis), la modification de certaines habitudes pourrait contribuer à ralentir le vieillissement du cerveau.

Dans un communiqué, ils rappellent qu'une déficience cognitive légère est un problème médical "fréquent avec le vieillissement". Les personnes atteintes peuvent avoir du mal à accomplir des tâches complexes ou à comprendre des informations. Ainsi liée à des problèmes de réflexion et de mémoire, la pathologie n'est toutefois pas la même chose que la démence ou que la maladie d'Alzheimer. Mais il existe des preuves que cette déficience peut en être un signe avant-coureur.

56 % MOINS SUSCEPTIBLES EN PRATIQUANT QUATRE ACTIVITÉS

Pour leur étude, les scientifiques ont étudié 2 000 participants âgés de 78 ans en moyenne, qui ne présentaient pas de troubles cognitifs, même légers. Au début des recherches, les volontaires ont rempli un questionnaire sur la fréquence à laquelle ils participaient à cinq types d'activités mentales stimulantes entre leur 30 à 65 ans, et à un âge plus avancé. Tous les quinze mois et pendant cinq ans en moyenne, ils ont ensuite passé des tests de mémoire.

Au cours de l'enquête, 532 participants ont développé une déficience cognitive légère. Les chercheurs ont découvert que :

L'utilisation d'un ordinateur à l'âge moyen était associée à un risque de déficience cog-



nitive légère réduit de 48 %. À un âge avancé, de 30 % ;

S'engager dans des activités sociales (aller au cinéma, sortir avec des amis) ou jouer à des jeux (mots croisés, jeux de cartes) à l'âge moyen ou plus tardivement était associé à un risque réduit de 20 % ;

Les activités artisanales étaient associées à un risque réduit de 42 %, mais seulement

plus tard dans la vie ;

Les personnes qui se livraient à deux de ces activités présentaient un risque diminué de 28 % de développer des problèmes de mémoire et de pensée. Trois activités, 45 %. Quatre, 56 %. Cinq, 43 %. Yonas E. Geda, l'auteur de l'étude, nuance : "Notre étude était axée sur l'observation, et il est donc important de souligner que, bien que nous ayons trouvé

des liens entre un faible risque de développer une déficience cognitive légère et diverses activités stimulantes sur le plan mental, il est possible qu'au lieu de réduire le risque, une personne ayant une déficience cognitive légère ne puisse pas participer à ces activités aussi souvent." "Davantage de recherches sont nécessaires pour approfondir nos découvertes", conclut-il.

LE CERVEAU DES FEMMES VIEILLIT MOINS VITE QUE CELUI DES HOMMES

Une étude américaine montre que les femmes ont un âge cérébral métabolique plus jeune que celui des hommes. Cela expliquerait pourquoi les femmes ont de meilleurs résultats aux tests cognitifs après 70 ans.

On savait que la matière grise évolue et change tout au long de la vie. Mais une étude dirigée par les chercheurs de la faculté de médecine de l'Université de Saint-Louis (États-Unis) montre que dès le début de l'âge adulte et jusqu'à la vieillesse, l'âge métabolique du cerveau est plus jeune chez les femmes que chez les hommes. Plus précisément, à âge égal, le cerveau des femmes est 4 ans plus jeune que celui des hommes.

UN CERVEAU 4 ANS PLUS JEUNE

Pour cette étude, les chercheurs américains ont utilisé une technique d'analyse du cerveau, appelée



tomographie par émission de positrons, afin de mesurer le flux d'oxygène et de glucose dans le cerveau de 121 femmes et de 84 hommes âgés de 20 à 82 ans. Les scientifiques ont ensuite utilisé un algorithme informatique pour prédire l'âge des personnes en fonction du métabolisme de leur cerveau.

Si ce programme leur a permis d'estimer avec justesse l'âge des hommes, le cerveau des femmes était en moyenne 3,8 ans plus jeune que leur âge réel. Une différence qui provient vraisemblablement de la façon dont le cerveau des hommes métabolise le glucose, autrement dit "brûle son carburant".

Pour le Dr Marcus Raichle, neurobiologiste et principal auteur de l'étude, cela pourrait expliquer pourquoi les femmes de plus de 70 ans ont majoritairement de meilleurs résultats aux tests cognitifs que les hommes.

Mieux vieillir en pratiquant du sport 3 fois par semaine

Des chercheurs français ont démontré qu'à long terme, l'exercice physique permet aux personnes âgées de vieillir dans de meilleures conditions. Les scientifiques sont chaque jour à la recherche de la recette miracle pour vieillir dans les meilleures conditions. Et le sport a su, à travers de nombreuses études, démontrer ses bienfaits sur la santé des seniors. Une nouvelle étude française de médecins du Gérotopôle du CHU de Toulouse, de chercheurs de l'Inserm et de l'université Toulouse III - Paul Sabatier (UMR 1027) vient une nouvelle fois appuyer ce fait. Selon leurs recherches, publiées dans le JAMA Internal Medicine en décembre dernier, l'exercice physique prolongé améliore de façon significative la qualité de vie.

UNE RÉDUCTION DU RISQUE DE CHUTES sans arriver à ces conclusions, les chercheurs se sont basés sur 46 études internationales déjà existantes et ont ainsi rassemblé les données de plus de 22 700 personnes, âgées en moyenne de 73 ans, « ex-susées de pays développés et industrialisés ». Pendant au moins un an, les participants ont pratiqué des exercices physiques deux à trois fois par semaine. Et il s'est avéré que les seniors s'étant exercés ont vu leur risque de chutes réduire de 12 %, de chutes sévères avec lésions baisser de 26 %, et leur qualité de vie globale s'améliorer.

Pour que l'exercice physique soit optimal, les scientifiques ont néanmoins identifié une liste de critères :

L'activité doit comporter des exercices d'équilibre, de force musculaire, et de l'aérobie ;

Elle doit être pratiquée 2 à 3 fois par semaine ; Elle doit être d'intensité modérée ;

Les séances doivent durer en moyenne 50 minutes ; Elle doit être de préférence encadrée par des professionnels du sport, comme par exemple un kinésithérapeute.

Les chercheurs français notent enfin que l'impact du sport sur la mortalité reste neutre, sauf dans le cas où le personnel soigné souffrirait d'une maladie cardiaque ou d'une déficience cognitive où les bénéfices sont notables, comme l'ont prouvé de précédentes études.

Marcher plus vite pour vivre plus longtemps ?

Des chercheurs Australiens ont associé l'augmentation du rythme de marche à un risque de mortalité réduit.

On le sait, marcher est bon pour la santé. Mais marcher vite serait encore mieux ! Une étude menée par des chercheurs de l'Université de Sydney, en Australie, a montré que la marche moyenne et rapide était associée à une réduction de la mortalité (toutes causes confondues) et également à une réduction de la mortalité par maladies cardiovasculaires. Les résultats sont parus dans un numéro spécial du British Journal of Sports Medicine consacré à la marche et à la santé.

Les chercheurs ont analysé 11 enquêtes basées sur la population d'Angleterre et d'Écosse entre 1994 et 2008 et dans lesquelles 50 225 marcheurs ont rapporté leur rythme de marche. Ces données ont ensuite été ajustées sur d'autres facteurs comme la quantité totale et l'intensité de toute activité physique, l'âge, sexe et l'indice de masse corporelle (IMC). Selon les chercheurs, le sexe et l'IMC n'ont pas influencé les résultats.

ENCORE PLUS EFFICACE CHEZ LES PERSONNES ÂGÉES

Marcher à un rythme moyen a été associé à un risque de mortalité réduit de 20 %, toutes causes confondues, par rapport à la marche lente. Pour la marche



rapide, ce chiffre monte jusqu'à 24 %. Concernant les maladies cardiovasculaires, les chercheurs ont trouvé une réduction de 24 % pour une marche à vitesse modérée et 21 % pour une marche rapide (toujours en comparaison à une marche lente). Pour les personnes âgées de plus de 60 ans, les résultats étaient encore plus impressionnants ! Un rythme

de marche moyen était associé à une réduction de 46 % du risque de décès par maladies cardiovasculaires, contre 53 % pour un rythme de marche rapide. Selon les chercheurs, une marche rapide correspond à 5-7 km/h, tout dépend de la condition physique du marcheur. Dans tous les cas, il faut que ça soit suffisamment vite pour entraîner

un léger essoufflement et faire transpirer. À la lumière des résultats, l'équipe de recherche demande que le rythme de la marche soit souligné dans les messages de santé publique. Dans des contraintes de temps et d'environnement, moins propice à la marche ou au sport, marcher plus vite serait donc une bonne option.

Le sport contre le déclin cognitif

Bouger c'est stimuler son cerveau. En effet, une nouvelle étude dévoile que les sports d'endurance et de musculation permettent de ralentir le déclin cognitif et booster les fonctions cérébrales.

L'activité physique peut augmenter significativement la puissance du cerveau chez les personnes de plus de 50 ans, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale British Journal of Sports Medicine. Pour une meilleure stimulation, il est recommandé de combiner les exercices aérobies (natation, jogging) et la musculation.

Les chercheurs de l'université de Canberra (Australie) ont réalisé une méta-analyse de 39 études pertinentes publiées jusqu'à la fin de 2016 pour évaluer l'impact potentiel de différents types d'exercices physiques sur la santé du cerveau des plus de 50 ans. Ils ont comparé l'exercice en aérobic (jogging, natation, marche physique, vélo), les entraînements de résistances musculaires (les poids), le tai-chi et le yoga.

Ils ont analysé l'impact potentiel de ces activités sur la capacité globale du cerveau (cognition globale), attention (vigilance soutenue), y compris la capacité de traiter rapidement l'information), fonction exécutive (processus responsables des comportements axés sur les objectifs), mémoire (stockage et récupération) et la mémoire de travail (application à court terme des informations trouvées).



EXERCICES AÉROBIE ET RÉSISTANCE MUSCULAIRE POUR BOOSTER SON CERVEAU Les résultats de l'étude ont montré que l'exercice physique améliore la puissance du cerveau des plus de 50 ans, quel que soit l'état actuel de leur santé du cerveau.

L'exercice aérobic a considérablement amélioré les capacités cognitives, tandis les activités de résistance musculaire ont eu un effet prononcé sur la fonction exécutive, la mémoire et la mémoire de travail. La pratique du tai-chi a elle aussi permis d'améliorer les

capacités cognitives. Les résultats sont suffisamment significatifs pour recommander de prescrire les deux types d'exercices aux plus de 50 ans.

« Nos conclusions suggèrent qu'un programme d'exercices composés à la fois d'entraînement aérobic et de musculation, d'une intensité modérée d'au moins 45 minutes par session, autant de jours que possible par semaine est bénéfique pour les capacités cognitives des adultes de plus de 50 ans », concluent les chercheurs.

NIGER

Nouvelle attaque terroriste contre l'armée près de Diffa

Des échanges de tirs ont opposé l'armée nigérienne et des terroristes samedi aux portes de Diffa, la grande ville du sud-est du Niger, proche de la frontière du Nigeria, a indiqué une source militaire.

"Ce jour vers 11 heures (10H00 GMT), des terroristes de Boko Haram ont discrètement traversé à pied le pont de Douchi (sur la frontière), pour s'approcher à une centaine de mètres du poste militaire nigérien à côté du pont.

Leur intention était d'attaquer les militaires par surprise", a déclaré une source au ministère nigérien de la Défense.

Ils ont ouvert le feu sur les militaires qui ont à leur tour riposté à l'aide d'engins blindés.

La puissance de feu a permis de repousser l'ennemi", explique la source, qui assure "qu'il n'y a pas eu de victime du côté ami". Le 3 mai, d'importants combats ont opposé l'armée nigérienne et des terroristes près du pont de Douchi, qui relie le Niger au Nigeria, au sud de Diffa. Deux soldats nigériens ont été tués et trois blessés, selon un bilan du ministère de la Défense du Niger.

Le ministère de la Défense a affirmé que 50 terroristes ont été tués dans une autre opération le 3 mai au niveau d'une localité nigérienne située à 45 km au sud de Toumour (Niger) grâce à "une action" des forces nigériennes et nigérianes, appuyées par les partenaires (France et/ou USA).

Fin avril, le ministre nigérien de la Défense Issoufou Katambé avait déclaré que des opérations militaires étaient toujours en cours dans la zone du lac Tchad.

La région de Diffa abrite selon l'ONU 120.000 réfugiés nigériens et des milliers de déplacés.

Le conflit avec les terroristes de Boko Haram a fait plus de 36.000 morts depuis 2009 dans le nord-est du Nigeria et près de 2 millions de personnes ont dû fuir leurs foyers.

Le Niger doit aussi faire face, dans l'Ouest sur ses frontières avec le Mali et le Burkina, aux attaques fréquentes des groupes terroristes sahéliens.

MALAWI

La Cour suprême du Malawi maintient le nouveau scrutin présidentiel

La Cour suprême du Malawi a confirmé vendredi la décision du 3 février de la Haute Cour, qui invalide l'élection présidentielle de mai 2019 et stipule que le pays doit tenir de nouvelles élections sous 150 jours, ont rapporté samedi des médias locaux.

Les sept juges qui ont statué sur ce cas ont rendu une décision unanime dans cette affaire dont la commission électorale du Malawi (MEC) et le président Peter Mutharika avaient fait appel le 3 février.

La Cour suprême a décrit les bases de cet appel comme "embarrassantes et inquiétantes" et a ajouté que "les juges avaient eu du mal à lui donner un sens".

La cour a ordonné que de nouvelles élections soient organisées et que seules les personnes ayant voté dans les élections de mai 2019 soient autorisées à voter.

En ce qui concerne les candidats, la Cour a ordonné que seuls ceux s'étant présentés dans l'élection de mai 2019 soient admis dans la nouvelle élection.

Celle-ci est pour le moment prévue pour le 2 juillet. Le dirigeant du Parti du congrès du Malawi (MCP, opposition), Lazarus Chakwera, et le dirigeant du Mouvement uni pour la transformation (UTM), S aulos Chilima, ont salué la décision de la Cour suprême, affirmant que "la justice avait à nouveau triomphé".

M. Mutharika, qui a choisi le fils de l'ancien président Bakili Muluzi, Atupele Muluzi, comme co-listier, fera face au dirigeant du MCP, M. Chakwera, qui a choisi M. Chilima comme co-listier dans cette nouvelle élection.

APS

SAHARA OCCIDENTAL

Le département de la recherche du Parlement allemand qualifie le Maroc de "puissance occupante"

Une analyse des aspects juridiques du conflit au Sahara occidental a conduit le département de la recherche du Parlement allemand à conclure qu'il existe des "violations substantielles" de la quatrième Convention de Genève par le Maroc, qui doit être considéré comme "une puissance occupante", a indiqué une synthèse élaborée par l'Observatoire Western Sahara Resources Watch (WSRW).

Ce rapport d'une vingtaine de pages a été publié par le service de recherche du Bundestag, le 18 mars 2019, à la demande de la députée allemande Katja Keul (Alliance 90/Les Verts) dans le cadre d'un projet de motion déposée par cette dernière.

Cette analyse des aspects juridiques du conflit au Sahara occidental a conduit le département de la recherche du Parlement allemand à deux principales conclusions, à savoir que le Maroc doit être considéré comme une "puissance occupante" et que ce dernier a commis des "violations substantielles" de la quatrième Convention de Genève de 1949.

Ces conclusions du rapport du Bundestag répondent à deux questions principales posées par la députée allemande, Katja Keul, en l'occurrence le statut juridique du Sahara occidental au regard du droit international et l'application du droit pénal international et du droit international humanitaire dans ce territoire.

Concernant le statut juridique du territoire, le rapport s'appuie sur une série de critères juridiques, notamment l'article 42 de la Convention de La Haye de 1907, pour classifier la nature de la présence marocaine au Sahara occidental.

Le document parlementaire allemand reprend aussi les principales conclusions de l'avis consultatif de la CIJ de 1975, à savoir qu'il n'y a pas eu de motifs susceptibles d'entraver l'application de la



résolution 1514 (XV) des Nations Unies et donc le principe de l'autodétermination.

En outre, ce rapport souligne que dans son avis juridique de 2002, l'ancien Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques des Nations Unies, Hans Corell, est parvenu à la conclusion que l'arrangement de Madrid de 1975 n'a pas transféré la souveraineté sur le territoire ni "affecté le statut international du Sahara occidental en tant que territoire non autonome".

Pour cette raison, outre le fait que le Maroc ne se considère pas comme puissance administrante, le rapport conclut que le Maroc ne doit pas être considéré comme puissance administrante de facto", car ce terme n'a pas de sens en droit international, comme l'a précisé l'Avocat général de la Cour de Justice de l'UE dans le recours pêche UE-Maroc (C-266/16 2018). Une réfé-

rence est également faite à une étude de 2015, commandée par le Parlement européen, sur les annexions et les occupations de territoires, en relation avec la situation au Sahara occidental. Cette étude indique que le Maroc a annexé et occupé la partie du territoire du Sahara occidental sous son contrôle.

Le rapport du Bundestag en déduit que le Sahara occidental se trouve sous occupation et que "le Maroc doit être considéré comme la puissance occupante". S'agissant de la deuxième interrogation principale, relative à l'application du droit pénal international et du droit international humanitaire au Sahara occidental, le rapport du parlement allemand conclut que la politique marocaine dans ce territoire - décrite comme le transfert de ses propres civils - corrobore une violation de la quatrième Convention de Genève et du premier protocole additionnel à la Convention

de Genève, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux. Cette partie du rapport du Bundestag explique "la politique du gouvernement marocain de colonisation des citoyens marocains sur le territoire du Sahara occidental", y compris les "mesures qui favorisent et facilitent la migration vers le territoire occupé" comme les incitations financières et les projets d'infrastructure, "corrobore une violation de l'art. 85 (4) a) API combiné avec l'art.

49 (6) CG IV et, en même temps, une violation de l'interdiction du transfert de parties de sa propre population dans les territoires occupés, comme le stipule l'article 49 (6) de la quatrième Convention de Genève".

"Bien qu'il ne s'agisse pas d'un avis juridique, le rapport de situation reflète certainement les principaux aspects juridiques du conflit du Sahara Occidental", déclare Tim Sauer de Western Sahara Resources Watch.

"Nous espérons sincèrement que les entreprises prendront dûment note des conclusions du rapport selon lesquelles le Maroc occupe le Sahara occidental et que sa politique d'établissement de ses propres ressortissants au Sahara occidental justifie une violation du droit international.

Nous ne pouvons imaginer aucune entreprise responsable souhaitant s'associer à de telles pratiques."

LIBYE

L'ONU condamne les bombardements contre des civils à Tripoli

La Mission des Nations Unies en Libye (Manul) a condamné les bombardements contre des civils dans la capitale libyenne Tripoli qui ont fait des morts et des blessés, les qualifiant d'actions "aveugles" et "méprisables", selon le site de l'ONU.

Des bombardements dans le quartier de Zawiat al-Dahmani de la ville de Tripoli jeudi, décrits dans une déclaration de la Manul comme "aveugles" auraient tué au moins deux civils et en auraient blessé trois autres. Dans cette déclaration reprise par le site de l'ONU, la Manul a exprimé sa "profonde inquiétude face à l'intensification de ces attaques, en particulier à un moment où les Libyens tentent d'observer pacifiquement le Ramadan, et luttent simultanément contre la pandémie de Covid-19". "Ces actions méprisables sont

un défi direct aux appels de certains dirigeants libyens en faveur de la fin des combats prolongés et de la reprise du dialogue politique", a déclaré la Mission. Selon la même source, le mois de mai a déjà été extrêmement dangereux pour les Libyens : au cours des huit premiers jours du mois, des maisons et d'autres biens civils ont été endommagés, et au moins 15 personnes auraient été tuées, avec une cinquantaine de blessés.

Plusieurs quartiers libyens ont subi des attaques aveugles, a déclaré la Mission.

Le 5 mai, des maisons ont été bombardées dans le quartier d'al-Hadba à Tripoli, tuant deux civils et en blessant trois autres, dont un enfant.

Le jour suivant, des maisons ont été bombardées dans le quartier Abu Salim de Tripoli, faisant au moins

un mort et 27 blessés. Des roquettes ont frappé plusieurs maisons à Tajoura, tuant trois personnes et en blessant dix autres, dont trois enfants, a déploré la Manul.

La mission onusienne a appelé toutes les parties au conflit à "respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, notamment en se conformant aux principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans les attaques afin d'éviter de faire des victimes civiles".

La Manul a en outre réitéré que "les personnes coupables de crimes en vertu du droit international devront rendre des comptes et s'engager à documenter les violations et à les partager, le cas échéant, avec le groupe d'experts et la Cour pénale internationale".

PALESTINE

Abbas ordonne la formation d'un comité de réponse palestinienne

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a ordonné la formation d'un comité spécial chargé du suivi de la réponse palestinienne au projet israélien d'annexion des parties de la Cisjordanie occupée, a déclaré dimanche le membre du comité exécutif de l'OLP et du comité central du mouvement du Fatah, Azzam al-Ahmad.

Al-Ahmad a dit à la radio "Voix de Palestine" que le comité sera formé du Comité central de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et du Comité exécutif du Fatah, et qu'il soumettra ses recommandations à ce sujet au Comité exécutif de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) pour être approuvés.

Il a indiqué que le comité se réunirait au début de cette semaine pour examiner les mesures à prendre par les dirigeants palestiniens, soulignant que le premier jour suivant cette annexion, "tous les accords avec Israël seront nuls et non avenues".

Azzam al-Ahmad a ajouté que "jeudi prochain



pourrait assister au début d'une nouvelle étape", appelant à des efforts nationaux pour s'unir pour empêcher la décision de l'occupation israélienne de se réaliser.

"La réunion du Comité exécutif de l'OLP jeudi soir confirme que tous les accords avec l'occupation et l'administration améri-

ricane et au mépris de toutes les résolutions de la légitimité internationale".

Le haut responsable de l'OLP a en outre averti qu'"une décision d'annexion israélienne porterait un coup dur à toute possibilité de négociations fructueuses conduisant à la création d'un Etat palestinien indépendant".

En janvier, l'administration américaine a présenté un supposé plan censé régler le conflit entre Palestiniens et Israéliens, qui proposait notamment l'annexion des colonies israéliennes et des zones de Cisjordanie.

Depuis 1967, la Cisjordanie est occupée illégalement par Israël.

AFGHANISTAN

Quatre membres des forces de sécurité tués lors d'affrontements avec des talibans

Quatre membres des forces de sécurité ont été tués dans des affrontements avec des talibans survenus samedi soir dans le nord de l'Afghanistan, a indiqué dimanche la police locale.

Des talibans armés ont attaqué des postes de contrôle de la localité d'Alam Khel, dans le district de Balkh, déclenchant des affrontements entre les forces de sécurité et les insurgés, a déclaré le porte-parole de la police provinciale, Adel Shah Adel.

Le responsable de la police a déclaré que les talibans avaient également subi des pertes, ajoutant qu'une unité conjointe de l'armée et de la police s'était rendue dimanche matin sur place pour éva-

luer la situation. Cette province est depuis longtemps le théâtre de violents affrontements et de combats.

Le 4 mai dernier, au moins cinq membres des forces de sécurité afghanes ont été tués dans un attentat au camion piégé.

Récemment, l'armée américaine a, dans une rare lettre ouverte, averti les talibans de possibles "ripostes" si les insurgés afghans ne réduisent pas leurs attaques contre les forces afghanes, qui minent les minces espoirs de processus de paix, longtemps attendu.

Washington s'est engagé à Doha à retirer l'ensemble des troupes étrangères du pays sous quatorze mois en échange de garanties imprécises des insurgés, dont la tenue

de discussions avec le gouvernement afghan qui semblent encore très éloignées. Si Washington a réussi à imposer une trêve de neuf jours aux rebelles à l'occasion de la signature de l'accord, les violences ont repris de plus belle quelques jours plus tard, une tendance qualifiée d'"inquiétante" par l'ONU.

Les talibans ont cessé leurs attaques contre les forces étrangères depuis un accord signé le 29 février à Doha avec les Etats-Unis, dans lequel ils s'engagent à entamer des pourparlers avec les autorités afghanes, mais ils ont en revanche accentué leurs attaques contre les forces afghanes, a récemment reconnu Resolut support, la mission de l'Otan en Afghanistan.

ETATS UNIS

La gestion du virus par Trump est "un désastre chaotique absolu" (Obama)

L'ancien président des Etats-Unis Barack Obama a estimé que la gestion de la pandémie due au nouveau coronavirus par son successeur Donald Trump était un "désastre chaotique absolu", ont rapporté samedi des médias américains.

Cette critique cinglante, la plus explicite à ce jour de sa part, l'ancien président démocrate l'a faite vendredi soir lors d'une conversation téléphonique d'une demi-heure avec d'anciens collaborateurs de son gouvernement, dont Yahoo News s'est procuré un enregistrement.

Barack Obama y invoque notamment la réponse à la crise sanitaire pour justifier la nécessité de choisir de bons diri-

geants et appeler ses conseillers à s'investir dans la campagne de Joe Biden, son ancien vice-président et candidat démocrate à la présidentielle de novembre face à Donald Trump.

"L'élection qui arrive, à tous les niveaux, est tellement importante car nous n'affronterons pas seulement un individu ou un parti politique", a-t-il dit, selon ses propos rapportés par plusieurs médias. Il estime que le véritable adversaire, ce sont des "tendances de long-terme" comme "être tribal, être divisés, voir les autres comme des ennemis", qui risquent de caractériser "la vie américaine".

Encore très populaire chez les démocrates, Barack Obama avait déjà

laissé entendre que le milliardaire républicain avait "rejeté les avertissements" sur les risques de pandémie. Donald Trump est accusé par ses détracteurs d'avoir d'abord minimisé la menace, puis d'avoir donné des signes contradictoires et confus, entre les appels à la prudence et la hâte de voir l'économie redémarrer. Dans la conversation de vendredi, le premier président noir des Etats-Unis (2009-2017) est aussi revenu sur la décision controversée du ministre américain de la Justice de retirer le dossier d'accusation contre Michael Flynn, un conseiller de Donald Trump poursuivi pour avoir menti sur ses contacts avec un diplo-

mate russe. "Il n'y a aucun précédent que l'on puisse trouver sur une personne inculpée de parjure qui s'en tire impunément", a-t-il dit. "C'est le genre de situation où l'on peut commencer à redouter que (...) notre lecture basique de l'Etat de droit soit menacée", a-t-il prévenu.

"Quand on prend ce chemin, cela peut aller très vite, comme on l'a vu ailleurs", a-t-il ajouté, appelant à ne pas sous-estimer cet événement.

Là aussi, il souligne y voir une raison pour soutenir son ancien vice-président.

"C'est pourquoi je vais passer autant de temps que nécessaire à faire campagne aussi intensivement que possible pour Joe Biden", a-t-il assuré.

ELECTION EN POLOGNE

Ni formellement annulée ni ajournée

Les Polonais devaient élire ce dimanche leur président, mais les bureaux de vote n'ouvriront pas, personne ne pourra voter, et l'élection, ni formellement annulée ni ajournée, entrera dans l'histoire comme un rare cas de scrutin fantôme. Cette situation est due à la pandémie de coronavirus et à l'incapacité des conservateurs nationalistes au pouvoir et de l'opposition de s'entendre sur une solution constitutionnelle et mutuellement acceptable.

La suite des événements reste incertaine. Le chef du parti conservateur au pouvoir Droit et Justice (PiS) Jarosław Kaczyński, et son allié Jarosław Gowin, patron du parti Entente, qui souhaitait un report du scrutin, avaient affirmé avoir trouvé cette solution mercredi.

"Une fois la date du 10 mai passée et la constatation, prévisible, par la Cour Suprême de l'invalidité du scrutin pour cause de non-tenu, la présidente de la Diète annoncera une nouvelle élection présidentielle à la première date possible", ont-ils déclaré dans un communiqué.

"Nous plongeons dans les vapeurs de l'absurde", a réagi le politologue Stanisław Mosek, recteur de l'université Col legium Civitas. "Cela sonne comme un ordre donné à la Cour". Face au risque de contagion massive dans les bureaux de vote, le PiS a voté une loi imposant l'élection par correspondance. Mais ce texte, critiqué par le constitutionnalistes et rejeté par l'opposition au Sénat, est arrivé trop tard pour permettre d'organiser le scrutin.

En même temps, le PiS a refusé un ajournement, réclamé par l'opposition, dont les candidats n'ont pu faire campagne, et souhaité par trois Polonais sur quatre selon des sondages.

Aux termes de la Constitution, pour ajourner la présidentielle il faudrait proclamer l'état de catastrophe naturelle. Le PiS a estimé que la situation sanitaire ne l'exigeait pas. M. Duda, en tête des sondages, aurait pu être réélu dès le premier tour.

MACÉDOINE DU NORD

Un timbre macédonien montrant la carte de la Croatie pro-nazie annulé

La Poste de la Macédoine du Nord a présenté samedi ses excuses et annulé un timbre frappé d'une carte géographique de la Croatie pro-nazie dont l'édition a aussitôt été dénoncée par la Serbie comme une "provocation hostile".

Ce timbre, imprimé en 6.000 exemplaires, a été présenté samedi, à l'occasion de la journée de l'Europe, en signe de "gratitude à la présidence croate de l'UE, pour l'aide et le soutien apporté par la Croatie" à la Macédoine du Nord, a expliqué la Poste macédonienne dans un communiqué.

Sur ce timbre, on voit la place Saint-Marc, à Zagreb, sur laquelle se trouvent le gouvernement et le Parlement croate, ainsi qu'un drapeau de la Croatie en forme de la carte géographique de l'Etat indépendant croate (NDH), allié de l'Allemagne nazie pendant la Seconde guerre mondiale.

"La Poste de la Macédoine du Nord exprime son regret pour cette erreur involontaire et les omissions techniques dans la publication de ce timbre faisant partie de la série +la Macédoine du Nord dans l'UE+", indique le communiqué.

Les 6.000 timbres ont "immédiatement été retirés (...) et annulés", selon la même source. Le responsable du bureau de philatélie de la Poste a été démis de ses fonctions, ainsi qu'un conseil chargé de l'édition des timbres, est-il également indiqué.

Dans une note remise à l'ambassadeur de la Macédoine du Nord à Belgrade, la Serbie a exprimé sa "plus vive protestation" et demandé la condamnation de l'impression du timbre par le gouvernement macédonien. "Ces tentatives de révisionnisme historique perturbent gravement les relations" entre deux pays, met en garde le ministre serbe des Affaires étrangères. Pour Belgrade, il s'agit d'une "provocation hostile dirigée contre l'intégrité territoriale et la souveraineté" de la Serbie, ainsi que d'une "insulte" au peuple serbe. Des centaines de milliers de personnes ont été extermées par le NDH. Cet "Etat" éphémère englobait également toute la Bosnie, ainsi qu'une partie de la Serbie.

PANDÉMIE

L'Unesco invite les jeunes à partager leurs expériences face à la pandémie du coronavirus

Une campagne baptisée "Mon histoire Covid-19", visant à recueillir et partager les expériences vécues par les jeunes du monde entier face à la pandémie du coronavirus, a été lancée par l'Unesco sur son site Internet.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre de la "réponse" que veut apporter l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture à la pandémie du Coronavirus, à travers la "mise en lumière des jeunes, de leurs sentiments, de leurs actions, et de leur épanouissement en ces temps difficiles".

Plusieurs sujets en lien avec la gestion du quotidien marqué par les mesures de confinement strictes ont été développés par la jeunesse du monde entier pour "garder un esprit positif" face à la pandémie et donner de nouvelles formes au concept de solidarité, explique-t-on sur le site.

Être volontaire pour aider sa communauté, trouver des moyens d'apprentissage innovants ou encore prendre soin de ses proches, de ses voisins ou de ses amis, entre autres, sont autant de sujets créés pour se rendre utile et vaincre les contraintes du confinement.

Des témoignages écrits ou enregistrés sur vidéo de jeunes de différents horizons racontant les actions et les émotions qu'ils ont menées et ressenties durant ces moments de crise sanitaire, seront "partagés et mis en valeur" par l'Unesco, à travers ses médias, son site web,



ses bureaux hors Siège et ses réseaux dans le monde entier, précise-t-on.

Le lien, "<https://fr.unesco.org/youth/my-covid19-story>", mis à la disposition des jeunes désireux de prendre part à cette campagne, leur permettra, après quelques clics, de poster des témoignages de courte durée sur des supports en formats texte ou vidéo.

Par ailleurs, les propositions recueillies contribueront également, selon les organisateurs, à alimenter

le projet, "Les jeunes comme chercheurs - Covid-19", pour la "collecte de connaissances et de données" sur la vie des jeunes au quotidien bouleversée par cette pandémie.

Ce projet, "examinera l'impact de la pandémie" sur le comportement des jeunes en ces moments difficiles "déscolarisés ou au chômage" à cause de la pandémie, et la manière dont ils "affectent ou déclenchent la résilience", conclut la même source.

CINÉMA

Le film "Abou Leïla" de Amine Sidi Boumediene primé en Espagne



Le long métrage de fiction algérien "Abou Leïla" du réalisateur Amine Sidi Boumediene a reçu vendredi le Prix de la critique de l'édition 2020 du Festival du film de Barcelone "D'A" qui prends fin dimanche, annonce les organisateurs sur le site Internet de l'événement.

Ce festival s'est déroulé du 30 avril au 10 mai en version complètement numérique en adéquation avec les mesures préventives de lutte contre le coronavirus en vigueur en Espagne.

Coproduction, algéro-franco-qatarie de 140 mn, "Abou Leïla" revient sur les événements tragiques des années 1990, à travers l'histoire des jeunes Samir joué par Slimane Benouari et Lotfi campé par Lyes Salem qui traquent dans le désert al-

gérien, Abou Leïla, un dangereux terroriste.

"Abou Leïla" explore l'important impact sur la société de la violence et des traumatismes qui y sont liés.

Programmé 72e Festival de Cannes, en mai 2019, dans la section "Semaine de la critique", "Abou Leïla" est le premier long métrage de Amine Sidi Boumediene, après ses deux courts métrages, "Demain Alger?" et "El Djazira".

Ce film avait également été projeté dans des festivals en Bosnie Herzégovine, en Tunisie, en Belgique, en Italie ou encore en Egypte. L'acteur et réalisateur algérien Lyes Salem avait décroché le Prix du meilleur acteur pour son rôle dans ce film lors des 30e Journées cinématographiques de Carthage en Tunisie en 2019.

LITTÉRATURE

L'écrivain algérien Youcef Baâloudj lauréat du Bouclier d'argent de la créativité en Irak

L'écrivain algérien Youcef Baâloudj a remporté le prix de "Kounbor pour la littérature d'enfance" dans la catégorie de la Nouvelle, un concours organisé par le Centre Al-Mohcine de la culture pour enfant en Irak, où ont été proclamés les noms des lauréats en direct sur la télévision à cause de l'annulation de la cérémonie de remise des prix en raison du confinement, a indiqué le lauréat, samedi, à l'APS.

Sur plus de 500 participants dans les catégories poème, nouvelle et bande dessinée, M. Baâloudj a remporté le bouclier d'argent dans la catégorie Nouvelle, parmi un groupe de lauréats d'origine d'Irak, de Syrie et d'Egypte.



Les travaux seront publiés chez les éditions El-Ataba El-Alaouia, avant de les distribuer à une grande échelle dans le cadre d'un projet pour encourager la lecture chez les enfants.

Se disant joyeux de recevoir un tel prix d'un pays

de Lettres, le lauréat algérien a déclaré "autant je suis content d'être distingué, autant je suis mécontent en apprenant l'annulation de la cérémonie de remise des prix en raison du confinement".

Les organisateurs ont

dû, donc, "se contenter d'expédier le bouclier par voie postale", a-t-il protesté.

Honoré maintes fois en Algérie et à l'étranger dans diverses catégories, Youcef Baâloudj a reçu entre autres le Prix Sharjah de la créativité arabe en 2012, le Prix du président de la République en 2014 et Prix de l'Instance arabe du théâtre 2018. A noter que l'auteur compte à son actif plusieurs publications, à l'instar du texte théâtral "El midhala", paru en Egypte en 2017, le recueil de poèmes intitulé "Dynamite".

Lettres d'après la tempête" ou encore "Je volerai un de ces jours", parus en Algérie respectivement en 2013 et 2016.

TISSEMSILT

Concours à distance du meilleur film documentaire sur les massacres du 8 mai 1945

Le musée du Moudjahid de la wilaya de Tissemsilt a lancé samedi un concours à distance sur Internet du meilleur film documentaire sur les massacres du 8 mai 1945, a-t-on appris du directeur de cet établissement. Organisé dans le cadre de la commémoration du 75e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, le concours s'adresse aux jeunes adhérents des clubs de recherche

historique, dont des élèves du secondaire et des étudiants du centre universitaire de Tissemsilt, a-t-on indiqué. Les participants au concours doivent réaliser des documentaires d'une durée maximale de 16 minutes qui abordent les crimes barbares commis par le colonialisme français contre les Algériens le 8 mai 1945, selon le même responsable. Les œuvres participantes devront parvenir

à l'e-mail du musée et seront évaluées par un jury de spécialistes. L'annonce des trois premiers lauréats du concours aura lieu le 22 mai en cours, selon la même source. Le concours s'insère dans le cadre de l'espace virtuel de la mémoire lancé par le musée la mi-avril sur sa page officielle sur les réseaux sociaux et ce, selon les mesures prises de prévention contre le coronavirus.

SOUK AHRAS

Des spectacles artistiques virtuels pour le public confiné

Le secteur de la Culture de la wilaya de Souk Ahras s'est adapté aux mesures de restriction imposées par la crise sanitaire du Covid-19 et a concocté à cet effet un riche programme virtuel via les réseaux sociaux pour permettre au public de briser la monotonie du confinement.

Le directeur local de la Culture, Tahar Arris, a indiqué à l'APS que ses services ont programmé la diffusion de plusieurs spectacles artistiques sur les réseaux sociaux.

Il a souligné, à ce propos, que le théâtre régional de Souk Ahras, la direction et la maison de la culture Tahar Ouettar proposent, depuis le début du mois de Ramadhan, sur les réseaux sociaux des spectacles de musique, des pièces de théâtre pour enfants et pour adultes, mais aussi des œuvres cinématographiques.

Ces établissements culturels proposent également des soirées d'Inchad et de musique arabo-andalouse en plus de la programmation de concours culturels pour enfants, selon la même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), une exposition d'art plastique et de photographies sera "très prochainement" organisée par la direction de la culture, selon M. Arris qui a précisé que la journée de dimanche a été fixée comme dernier délai pour la réception des œuvres participantes.

Une cérémonie symbolique se tiendra à l'occasion de la Nuit du destin (Leilat El Qadr, 27 Ramadhan) en l'honneur des vainqueurs des concours organisés durant toute la période de confinement sanitaire.

INTERNET HAUT DÉBIT Lancement d'une opération de généralisation du FTTH à Alger

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a donné samedi soir le coup d'envoi d'une opération pilote de généralisation de la technologie en fibre optique FTTH (fibre to home ou fibre jusqu'au domicile) dans la wilaya d'Alger visant à assurer un débit internet stable et de qualité.



"Nous avons procédé au lancement effectif du projet de modernisation du réseau TDM (technologie utilisant le fil en cuivre) dans la wilaya d'Alger, qui est vieillissant et vétuste.

C'est une opération pilote qui consiste à remplacer le réseau filaire en cuivre par la technologie FTTH permettant ainsi de garantir un débit réel jusqu'à 100 Mégas", a déclaré à l'APS M. Boumzar à l'issue de la cérémonie de lancement des travaux de déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Larbi Ben M'hidi.

M. Boumzar, qui était accompagné du directeur général d'Algérie Télécom, Mounir Djouaher, a expli-

qué que le réseau téléphonique et internet actuel d'Alger utilise toujours le cuivre, un moyen de transport "qui ne peut garantir un débit internet stable".

"Pour remédier à cette situation, nous avons acquis de nouveaux équipements OLT (Terminal de ligne optique) permettant de connecter des milliers d'abonnés au réseau FTTH", a-t-il fait valoir, considérant le FTTH comme une des technologies les plus performantes pour un accès à l'internet fixe car elle propose des débits de connexion les plus rapides, permet l'évolution de nouveaux usages internet, multimédia et de services connectés, grâce à des débits supérieurs à ceux de l'ADSL.

Il a affirmé, à cet égard, que "plus de 320.000 foyers de la wilaya d'Alger, connectés à l'ancien sys-

tème (réseau utilisant le cuivre), bénéficieront de la technologie FTTH en fibre optique". "Nous allons aussi, grâce aux importantes capacités offertes par les équipements OLT, couvrir les 256 zones blanches d'Alger (zones non couvertes actuellement par la téléphonie et internet)", a-t-il promis. M. Boumzar a expliqué, en outre, que les travaux de déploiement de la fibre optique FTTH ont débuté, d'abord, au niveau de la rue Larbi Ben M'hidi "car cette zone, a-t-il relevé, est dotée du réseau filaire en cuivre "le plus vétuste de la capitale avec 17.962 abonnés". Le projet de modernisation touchera aussi bien Alger-Est jusqu'à Réghaïa et la partie Ouest d'Alger dont la ville nouvelle de Sidi Abdellah et Ouled Fayet, qui n'ont pas encore bénéficié d'internet. Po ur Alger Centre, le projet de modernisation du réseau TDM concerne

"17 sites TDM au niveau de Birtouta, Birkhadem, Ben M'hidi, Bir Mourad Rais, Hydra, Mustapha et Ain Naadja pour un total de 56.717 accès". Le ministre a assuré "qu'avant la fin de l'année 2020, les citoyens d'Alger vont ressentir les premiers résultats de cette opération visant à avoir un très haut débit stable avec une meilleure qualité de service".

Il a indiqué, en outre, que cette opération de remplacement du réseau filaire en cuivre par celui du FTTH à Alger, sera lancée, dans une seconde phase, dans la wilaya de Constantine, avant d'être généralisée à toutes les autres wilayas. "J'ai donné des instructions pour déployer la fibre optique partout en Algérie.

Sur le plan économique, c'est un investissement à moyen et long terme qui est moins coûteux et plus rentable", a-t-il encore affirmé.

START-UP

La start-up de Crowdfunding Kheyma met en place des actions de solidarité face au COVID-19

La start-up de Crowdfunding Kheyma met à disposition sa plateforme pour les associations lançant des opérations caritatives contre le COVID-19 et ses effets, a-t-elle indiqué samedi dans un communiqué.

Ainsi l'association SILA qui fédère les algériens et les personnes d'origine algérienne en Europe et dans le monde, lance une cagnotte en ligne pour participer à l'effort national de solidarité face à la crise du COVID-19.

Le lien pour effectuer un don est <https://kheyma.com/produit/sila-networks/>.

Les dons collectés par SILA Networks seront répartis entre appui aux programmes d'achat d'équipement et soutien aux familles nécessiteuses.

Kheyma est une initiative qui bénéficie d'un appui technique de la

Société Financière Internationale (Banque Mondiale) est une start-up qui permet à la diaspora algérienne et bientôt aux résidents en Algérie d'investir dans l'économie nationale.

Implantée des deux côtés de la Méditerranée elle propose notamment d'investir dans des start-ups ou des projets d'envergure et permet également de financer des projets caritatifs.

De plus en plus de projets de start-ups naissent en Algérie et l'un des grands enjeux va être le financement de ces initiatives.

La plateforme Kheyma est née de ce constat, le crowdfunding (financement participatif) qui fait appel au grand public étant particulièrement efficace dans les premières étapes de développement des start-ups.

APS

MASCARA

Nouvelle application pour une lecture rapide des analyses du scanner

Quatre enseignants du département d'informatique de l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara ont développé, dernièrement, une application permettant aux médecins de lire rapidement les analyses par scanner, a-t-on appris samedi du recteur de l'université, le professeur Bentata Samir.

Cette application a été élaborée

dans le cadre d'un projet de recherche sur un système pour aider les médecins à faire le diagnostic des cas de Covid-19 à travers une lecture automatique rapide des analyses du scanner effectuées par des spécialistes en radiologie. Cette nouvelle application permet la lecture de 44 images de radiologie en 39 secondes et leur classement suivant

les degrés des cas avec haute précision, surtout les cas qui touchent l'appareil respiratoire.

Elle a été testée sur des analyses de patients dont la maladie a été confirmée et les résultats ont été identiques, a-t-on fait savoir. Les résultats de la recherche ont été présentés à l'Agence Thématique de Recherche en Sciences de la Santé affiliée au

ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui a émis un premier avis positif et a procédé à l'étude du dossier de recherche pour approbation officielle en coordination avec la Direction générale de la recherche scientifique du ministère de tutelle, avant de procéder à l'adoption de sa pratique dans les hôpitaux.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

FRANCE

Le ministère du Travail publie un guide du télétravail

Le ministère français du Travail a publié samedi sur son site web un guide du télétravail pour le déconfinement, sous forme de questions-réponses, à destination des employeurs et des salariés.

Pour réussir le déconfinement, le ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a recommandé aux entreprises de recourir au maximum au télétravail.

"Après avis des partenaires sociaux, nous publions ce jour un guide pour aider les entreprises et les salariés dans cette organisation du travail", a-t-elle tweeté. Ce guide sera

destiné aux "entreprises qui jusqu'ici n'étaient pas habituées au télétravail et qui n'avaient pas mis en place d'accord et de charte, qui ne savent pas toujours comment organiser le télétravail", avait expliqué le ministre jeudi lors de la conférence de presse d'Edouard Philippe sur le déconfinement.

Selon le ministère, environ cinq millions de personnes sont en télétravail actuellement.

"Nous comptons aussi sur la responsabilité de chaque entreprise en particulier pour continuer à recourir au télétravail au

maximum de ce qui est possible et tout particulièrement en Ile-de-France où c'est crucial", avait-elle ajouté. Des responsables syndicaux ont critiqué cette initiative car ils souhaitent garder la main sur un tel guide et réfléchissent également à l'organisation d'une négociation interprofessionnelle sur le télétravail.

"Si le résultat de la négociation arrive en septembre-octobre, c'est intéressant pour le futur mais ce ne sera pas opérationnel pour la phase qui vient", leur avait répondu Muriel Pénicaud.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Ma famille t'adore déjà



Julien, créateur d'application pour mobile, est follement épris d'Eva, journaliste dans la presse professionnelle. Après avoir accepté sa demande en mariage, Eva est contrainte de le présenter à ses parents. Jean et Marie-Lau, qui résident sur l'île de Ré. Sur place, Julien découvre rapidement que sa future belle-famille est un brin excentrique et que sa chère Eva a beaucoup de mal à dire la vérité à ses parents.

france 2 21:05

Meurtres au paradis



Le propriétaire d'un café de Sainte-Marie a été retrouvé mort dans son salon. Il semblerait qu'il s'agisse d'un cambriolage qui a mal tourné. Le principal suspect est Cordell Thomas, que JP a bien connu au collège. Il n'est pas étonné qu'il soit impliqué dans cette affaire. En outre, Cordell se présente au commissariat et avoue spontanément être l'auteur du crime. Seul Jack n'est pas convaincu, car un détail le chiffonne. La victime tenait dans son poing serré une cachouète. L'inspecteur acquiesce la conviction que Cordell couvre quelqu'un.

france 3 21:05

Secrets d'histoire



Au Hameau de la reine, dans le parc de Versailles, le présentateur retrace l'incroyable destinée de Marie-Thérèse de France (1778-1851) qui fut un don du ciel pour ses parents, le roi Louis XVI et Marie-Antoinette, qui ne parvenaient pas à avoir d'enfant. Surnommée « Madame Royale » ou encore « Mouseline la Sérieuse », elle fut princesse puis dauphine de France. Marie-Thérèse de France fut marquée au fer rouge par la Révolution française quand son père, sa mère et sa tante furent guillotins. Elle connut l'exil.

CANAL+ 20:05

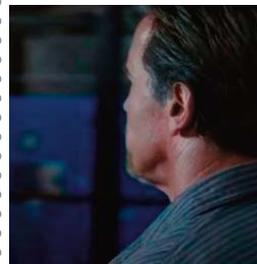
Validé



Accompagné de ses amis d'enfance William et Brahim, Clément vit de trafics pour boucler ses fins de mois. Le jeune homme surnommé « Apash » caresse le rêve de percer dans le monde du rap. Un soir, il parvient à se faire inviter à l'émission spéciale consacrée à Mastar, une légende du rap français. L'artiste en herbe parvient à montrer son talent au micro de la radio au grand dam de la vedette qui voit en lui un sérieux rival.

6 21:05

Evasion



Ray Breslin est un spécialiste de l'évasion. Pour sa société, il teste les prisons de haute sécurité. C'est dans ce cadre qu'il se retrouve, à la demande de la CIA, incarcéré dans l'un des établissements les plus sécurisés des Etats-Unis, qui détient ses plus dangereux criminels. Sur place, il se rend compte que le directeur n'est pas celui annoncé et qu'il n'a aucune connaissance de la mission de Ray. Coupé de tout contact avec son équipe, il doit trouver un moyen de fuir.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2460

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

9	6	7	8					
3								9
	5		7					
5		9	2		7			
			3					
9		1	6		2			
	4			9				
8						1		
6	2	9	5		1			

		3	7	2		9		
		1						5
			9			2		
		8		3	4			9
					8			
		5		1	6			4
				5				
		3						7
				9	2	8		5

	3	4	9	1		9		6	1	4	2
5					4			1			7
	2			6					2		1
9		8	6			3				7	3
			1						2		
7		5	3			1				9	8
		5				1				8	
8										4	
	5										4
8											1
7	9	8									8

Horizontalement:
1- Catégories
2- Spécialiste en miroiterie - Bois de menuiserie
3- Objets magiques - Petite bourguignonne
4 - Profond estuaire - Le rut les provoque
5 - Début d'ulcère - Frappe un bon coup - Sujet très vague
6 - Impose - Il vaut bien l'étain - Poème à chanter
7 - Se diriger - Ile atlantique - Vitesses acquises
8 - Limpidités
9 - Se rebeller comme un âne - Bien capable - Feuilleté
10- Très importantes

Verticalement:
A - Assemblée désordonnée
B - Fonder - Traditions
C - Oiseau de marais - Femelles palmipèdes
D - Pays du Golfe - Temps de règne
E - Ami - Se montre utile
F - Gougaruds - Manière d'être
G - Textures - Groupe de graines
H - Genre de mésange
I - Point de sortie - Authentique
J - Pouffé - Riches décors
K - Action incidente - Voie de berge
L - Appel urgent - Centaure empoisonnant

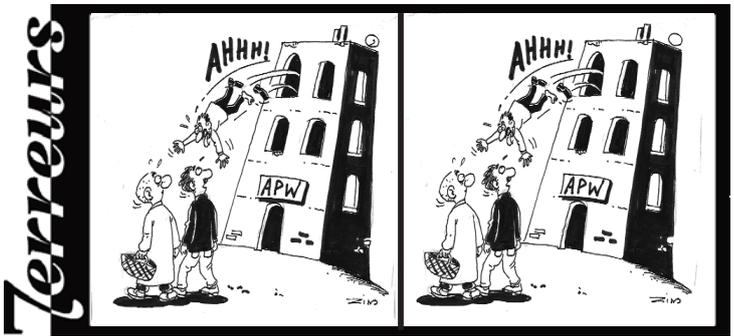


«La vérité sort de la bouche des enfants.»

Platon

Mots croisés n°2460

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



ROLAND-GARROS La fédération française n'exclut pas un tournoi à huis clos

Le président de la Fédération française de tennis (FFT) Bernard Giudicelli n'exclut pas que Roland-Garros, reporté au mois de septembre en raison du coronavirus, puisse se dérouler à huis clos. "On n'écarte aucune option."

Ce serait se perdre en conjectures d'en privilégier une tant le manque de visibilité est réel", a répondu M. Giudicelli dans un entretien au Journal du dimanche (JDD).

Mais "l'organiser à huis clos permettrait de faire tourner une partie du modèle économique, les droits télé et le partenariat. Ce n'est pas à négliger", a observé le patron du tennis français. Roland-Garros a été reporté au 20 septembre en raison de la pandémie de Covid-19. Le Grand Chelem sur terre battue pourrait éventuellement être à nouveau décalé d'une semaine. "Le 20 ou le 27 septembre, ça ne change pas grand-chose", explique M. Giudicelli.

Jeudi, la FFT a annoncé que tous les billets déjà achetés pour les internationaux de France allaient être remboursés. La FFT avait surpris à la mi-mars en décidant de façon unilatérale de reprogrammer Roland-Garros fin septembre, s'attirant des critiques. "Cette décision, on l'a prise en conscience et en responsabilité."

Et j'aimerais même dire en bon père de famille. Le tournoi est le moteur du tennis en France, c'est lui qui nourrit les acteurs de notre écosystème. Alors dans ces moments-là, on pense d'abord à eux, à les protéger", argue M. Giudicelli. Wimbledon, qui devait se jouer 29 juin au 12 juillet, a lui, été annulé par ses organisateurs. Quant à l'US Open il reste maintenu aux dates prévues (31 août au 13 septembre). Le tennis mondial est à l'arrêt depuis début mars et jusqu'à mi-juillet au moins.

CIO Pour un soutien financier aux fédérations internationales

Le Comité international olympique (CIO) a discuté de la manière dont il pourrait aider les fédérations sportives internationales à surmonter les pertes financières liées à la pandémie de Covid-19, a annoncé l'organisation sur son site Internet.

"Nous sommes conscients de l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur les fédérations internationales et nous avons déjà entamé des discussions avec elles au cas par cas, car les besoins de chaque fédération internationale sont différents", a déclaré le CIO dans un communiqué publié sous forme de questions-réponses.

"A la suite de ces discussions au cours des prochaines semaines, nous comprendrons mieux le paysage et le CIO sera en mesure d'en savoir plus sur le rôle qu'il peut jouer face à la situation et sur la manière d'apporter un soutien aux fédérations internationales, y compris par l'accès au gouvernement et à d'autres programmes de soutien qui peuvent être disponibles", a indiqué le CIO. Le report des Jeux olympiques de Tokyo 2020 a causé des difficultés financières à certaines fédérations qui dépendent des dividendes financiers des Jeux Olympiques, et l'annulation et le report généralisés des événements sportifs à l'échelle mondiale ont exacerbé la situation.

APS

SPORT / CORONAVIRUS Privés des autres disciplines, les parieurs se ruent sur le ping pong

Les bookmakers ont été nombreux à se tournervers le ping pong, les paris sportifs étant impossibles dans les autres disciplines, à l'arrêt depuis deux mois en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

"Imaginer que le tennis de table serait le produit le plus consommé un samedi après-midi aurait été insensé il y a quelques semaines", s'amuse Matt Fowler, directeur du service chargé de veiller au respect de la réglementation des paris au sein de l'Association internationale pour l'intégrité des paris (IBIA).

Et pourtant, faute de courses de chevaux, de grands championnats de football de tournois de tennis, paralysés par la pandémie de Covid-19, les parieurs ont dû trouver un palliatif.

C'est finalement le ping pong qui a été choisi, en se trouvant un nouveau public, avec des tournois qui continuent à avoir lieu en Europe de l'Est, notamment en Russie.

"Il s'est taillé une belle part de marché", estime Keith O'Loughlin, haut responsable de SG Digital, qui fournit des contenus et des services commerciaux pour les sites de paris en ligne. "Toutes proportions gardées, il remplace le tennis". "Les paris les plus importants en tennis sont sur +qui va gagner le prochain point+ et c'est la



même chose en tennis de table. Avec l'augmentation des paris en direct à travers le monde, les gens veulent un résultat immédiat", explique-t-il. Mais il faut du temps pour se familiariser avec les rois et reines du +topspin+, l'équivalent du +lift+ tennis-tique. La société de paris italienne Snaitech a ainsi "lancé un +talkshow+ quotidien" sur une de ses radios en ligne consacré "au tennis de table et aux championnats (de foot) du Nicaragua et du Bélarus", pour aider ses clients "à suivre ces nouveaux marchés", ex-

plique son PDG Fabio Schiavolin. La compagnie américaine DraftKings a, elle, "réalisé un tutoriel pour expliquer comment marche le tennis de table, car beaucoup de parieurs de tennis se sont reportés là-dessus", indique Jamie Shea, directrice de son département de données sportives. William Woodhams, PDG du bookmaker britannique Fitzdars, souligne toutefois que le ping pong et les autres marchés de niche "sont loin de compenser les pertes liées au sport grand public", d'autant

que les sommes mises ne sont pas comparables. "Vous ne miseriez pas une grosse somme sur des équipes dont vous ne connaissez pas un joueur", explique-t-il. La reprise des grandes compétitions, avec dès la semaine prochaine le retour de la Bundesliga en Allemagne, devrait aussi mettre fin à ce flirt passager des parieurs avec ces sports ou championnats moins médiatiques. "Ils retourneront dans l'ombre d'où ils ont émergé", pronostique Jason Scott de la société américaine Roar.

CYCLISME La Vuelta 2020 ne passera pas par le Portugal

Le parcours du Tour d'Espagne cycliste 2020, reprogrammé du 20 octobre au 8 novembre en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus, ne passera pas par le Portugal comme prévu, ont annoncé les organisateurs de la Vuelta dans un communiqué publié samedi.

"Etant donné la situation exceptionnelle provoquée par la crise sanitaire de Covid-19, et face à l'impossibilité de pouvoir assurer les conditions optimales quant à la tenue de la course sur leur territoire, les municipalités de Porto, Matosinhos et Viseu, en accord avec Unipublic, société organisatrice de la Vuelta, ont décidé que le tracé de la Vuelta ne passera pas par le Portugal", ont annoncé les organisateurs.

"La 15e étape, dont l'arrivée devait avoir lieu entre les communes de Porto

et de Matosinhos, et la 16e étape, qui devait partir de la ville de Viseu, verront donc leur parcours modifié", a précisé la même source.

Les villes qui remplaceront Porto, Matosinhos et Viseu (au nord du pays) sont déjà confirmées et seront annoncées "dans les prochaines semaines".

Après ces changements, la Vuelta n'attend plus de modification de son tracé, d'après les organisateurs.

"C'est dommage de ne pas pouvoir rendre visite au Portugal en 2020, mais nous ne voulons pas que cette flamme s'éteigne: nous maintiendrons les relations que nous avons tissées et nous les ferons vivre dans le futur pour pouvoir revenir dans ce pays qui nous a si bien traité", a réagi Javier Guillén, le

directeur général de la boucle espagnole, cité dans le communiqué.

Vendredi, les organisateurs ont annoncé la liste des 22 équipes qui participeront à la 75e édition de la Vuelta, sans la formation Arkea-Samsic du Colombien Nairo Quintana, ni l'Alpecin du Néerlandais Mathieu van der Poel.

La Vuelta 2020, qui devait initialement partir le 14 août d'Utrecht (Pays-Bas) et s'achever le 6 septembre à Madrid, a vu son calendrier chamboulé, à l'image de l'ensemble de la saison cycliste, en raison de la pandémie de coronavirus.

Le Tour espagnol partira donc le 20 octobre d'Irun au Pays basque et arrivera le 8 novembre à Madrid, et comptera six jours en commun avec le Giro italien (3 - 25 octobre).

ARTS MARTIAUX L'UFC reprend ses combats en Floride à huis clos

L'UFC, plus importante ligue professionnelle d'arts martiaux mixtes (MMA), a repris à huis clos samedi soir à Jacksonville, en Floride, malgré le test positif au coronavirus d'un des combattants au programme, au moment où les autres sports sont à l'arrêt dans le pays. Le cas d'infection au Covid-19 du Brésilien Ronaldo Jacare Souza, annoncé vendredi soir par le diffuseur ESPN, et l'annulation de son combat, n'ont pas empêché "l'Ultimate Fighting Championship" de reprendre ses droits, à la grande satisfaction de

son patron Dana White. "Ça a bien marché", s'est félicité le président de l'UFC, qui avait obtenu le feu vert des médecins de boxe et de MMA pour reprendre, à condition de respecter des précautions face au coronavirus.

La soirée a été marquée par le triomphe de l'Américain Justin Gaethje, qui s'est adjugé le titre intérimaire des poids légers au dépens de son compatriote Tony Ferguson. "The Highlight" s'est imposé par KO technique lors du cinquième round. Dans la catégorie des poids lourds, le Franco-camerounais

Francis Ngannou n'a lui eut besoin que de 20 secondes pour battre le Surinamien Jairzinho Rozenstruick. Onze combats étaient au programme de l'UFC 249, organisé au Veterans Memorial Stadium (15.000 places) qui sonnait creux en l'absence des spectateurs.

Alors que le sport est quasi paralysé dans le monde, que la NBA et la NHL, entre autres, sont suspendues en raison de la pandémie, l'UFC est la première grande instance sportive américaine à renouer avec ses compétitions, après avoir été criti-

quée pour avoir tenté de le faire, en vain, il y a trois semaines en Californie.

Dans un message enregistré et diffusé durant la soirée, le président des Etats-Unis Donald Trump a félicité Dana White pour le retour de l'UFC. "Remettez les ligues sportives en marche. Jouons", a dit le président américain.

"Vous faites la distanciation sociale et tout ce que vous avez d'autre à faire, mais nous avons besoin de sports. Nous voulons le retour de nos sports", a ajouté Donald Trump.

LIGUE 1

Pour le CRB, il est temps de préparer la saison 2020/2021

Le CR Belouizdad, leader de la Ligue 1 algérienne avant sa suspension en raison de la pandémie de coronavirus, s'est montré favorable à suivre la voie des pays qui ont arrêté définitivement leur championnat, appelant dès lors à préparer la prochaine saison footballistique, 2020/2021.

"La santé des joueurs, staffs, supporters de tous les clubs et, au-delà, celle de l'ensemble de nos compatriotes, est une priorité pour le CRB qu'elle soit scrupuleusement respectée par les autorités et les instances de la santé", a assuré le club algérois dans un communiqué publié sur sa page Facebook mais ne portant ni griffe, ni cachet rond, seulement le nom du président Charaf-Eddine Amara.

"Le football est un sport d'équipe et de contact physique permanent entre partenaires et adversaires. Comment organiser d'éventuels déplacements de joueurs et de staffs, même réduits au minimum ? Comment assurer le transport, l'hébergement, la restauration ?", s'interroge le CRB, pour qui "aucune condition de sécurité, fût-elle réputée parfaite, et il n'en existe pas, ne serait en mesure d'assurer un risque zéro".

Et de poursuivre : "Au vu de ce casse-tête insoluble, des fédérations, et non des moindres (France et Pays-Bas, nldr), ont décidé l'arrêt des championnats nationaux et leur clôture à la dernière journée disputée dans son inté-

gralité. La FIFA et l'UEFA pour leur part ont dû reporter des compétitions prestigieuses".

"Dès lors, le plus sage ne serait-il pas de leur emboîter le pas ?", demande encore le président Amara. Il s'agit là d'une mesure conservatoire de simple bon sens qui devrait, je l'espère, faire consensus entre tous les acteurs du football (pouvoirs publics concernés et instances nationales).

Pour tous, il sera alors temps de préparer sereinement la saison 2020/2021". Le club a réagi 24 heures après que son directeur général sportif, Toufik Korichi, a déclaré vendredi que son équipe était prête à poursuivre la saison, changeant de position quelques jours seulement après avoir proposé d'arrêter définitivement le championnat national et de déclarer le CRB champion d'Algérie.



Avant la suspension de la compétition, le Chabab occupait la tête du classement avec 40 points, soit trois longueurs d'avance sur ses deux poursuivants directs, l'ES Séfif et le MC Alger. Le CRB et le "Doyen" comptent un match en retard à disputer.

Le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 est programmé sur une période de 8 semaines, dès la levée du confinement et après une période de préparation de 5 à 6

semaines, quelle que soit la date arrêtée par les pouvoirs publics, selon la feuille de route de la Fédération algérienne de football (FAF).

D'après plusieurs médias samedi, une réunion serait prévue dimanche au siège du ministère de la Jeunesse et des Sports entre la tutelle, le président de la FAF et ceux de plusieurs fédérations pour débattre de la suite à donner à la saison sportive 2019/2020.

CHAMPIONNAT SUISSE (CORONAVIRUS) Les clubs partagés sur la reprise de la compétition

Les clubs suisses de première division de football reprendront l'entraînement lundi en pleine incertitude sur un éventuel redémarrage du championnat autour du 20 juin, combattu par certains dont le FC Sion, où évolue le défenseur international algérien Ayoub Abdellaoui, qui estime avoir beaucoup plus à perdre qu'à gagner.

À l'issue des 23 journées disputées (sur 36), Saint-Gall, à égalité de points avec les Young Boys, doubles champions sortants, devance le club bernois à la différence de buts et serait donc qualifié pour le tour préliminaire de la Ligue des champions. Le FC Bâle occupe la 3^e place. En queue de tableau, le FC Sion, 8^e, sauverait sa place tandis que Neuchâtel, 9^e, est baragiste et le FC Thoune, 10^e et dernier, serait relégué. Mais rien n'est sûr concernant l'épilogue de cette saison tronquée, entre les partisans d'une reprise et les tenants d'une saison blanche.

Seule certitude, la reprise de l'entraînement a été autorisée à compter du 11 mai. Le Conseil fédéral qui avait évoqué une reprise possible des matches le 8 juin doit rendre une décision définitive le 27 mai. Les clubs se prononceront deux jours plus tard, lors d'une assemblée générale de la SFL, sur une reprise du championnat qui serait alors programmée les 20 et 21 juin. Pour le président du FC Sion, Christian Constantin, "nos ressources proviennent à 93% de la billetterie, abonnés et sponsors et à seulement 7% des droits de télévision. Reprendre le championnat à huis clos nous ferait donc perdre beaucoup d'argent".

À l'inverse, les Young Boys, encore en course pour le titre, veulent poursuivre la saison, pour déterminer un champion, les clubs qualifiés en Coupes d'Europe et la relégation", explique Wanja Greuel, son directeur général.

YB veut aussi reprendre "pour maintenir la qualité sportive du groupe mais aussi pour sécuriser d'importants droits TV et des revenus issus des sponsors", ajoute-t-il.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE (CORONAVIRUS)

La reprise maintenue malgré deux cas positifs au Dynamo Dresde

Le président de la Ligue allemande de football (DFL) Christian Seifert, a indiqué que son instance maintenait la reprise du championnat pour le samedi 16 mars, malgré la quarantaine de 14 jours imposée au Dynamo Dresde (Div. 2) après la détection de 2 cas positifs à un nouveau coronavirus (Covid-19). "Je n'interprète pas cela comme un revers. Nous avons annoncé depuis le début que nous devons nous y préparer. Et s'il y a maintenant 14 jours de quarantaine, alors nous devons nous y adapter. Actuellement, cela ne modifie pas notre calendrier. Deux matchs du Dynamo Dresde ne peuvent pas être joués (contre

Hanovre 96 et Greuther Fürth), mais cela ne change pas notre objectif de vouloir terminer la saison sur le plan sportif", a réagi Seifert, samedi soir, cité dimanche par les médias locaux.

Le Dynamo Dresde a placé toute son équipe et son staff en quarantaine après deux nouveaux cas positifs au Covid-19, et ne pourra pas disputer son match de reprise du championnat, prévu dimanche 17 mai en déplacement face à Hanovre, pour le compte de la 26^e journée.

L'ensemble des joueurs, entraîneurs et staff du Dynamo Dresde vont devoir observer une période d'isolement de

14 jours, après l'annonce de deux nouveaux cas positifs au Covid-19, deux joueurs dont les noms n'ont pas été dévoilés et qui ne présentent pas de symptômes, a précisé le club.

Soulignant que les plans de reprise adoptés par la DFL devaient "avoir de la flexibilité", le dirigeant allemand a confirmé que la saison se poursuivrait jusqu'au 30 juin, ajoutant que le barrage pourrait être déplacé en juillet.

Le Dynamo Dresde devient ainsi le premier club des deux championnats professionnels de la Ligue allemande de football (DFL) qui ne pourra pas reprendre la compétition.

Le Dynamo Dresde (D2 allemande) en quarantaine après deux nouveaux cas

Le Dynamo Dresde (2^e division allemande) a placé toute son équipe et son staff en quarantaine après deux nouveaux cas positifs au Covid-19, et ne pourra pas disputer son match de reprise du championnat prévu dans huit jours, a annoncé le club samedi. L'ensemble des joueurs, entraîneurs et staff du Dynamo Dresde vont devoir observer une période d'isolement de 14 jours, après l'annonce de deux nouveaux cas positifs au Covid-19, deux joueurs dont les noms n'ont pas été dévoilés et qui ne pré-

sentent pas de symptômes, a précisé le club.

Le Dynamo Dresde devient ainsi le premier club des deux championnats professionnels de la Ligue allemande de football (DFL) qui ne pourra pas reprendre comme prévu dimanche 17 mai. La lanterne rouge de la 2^e division devait se déplacer à Hanovre pour le compte de la 26^e journée. "Le fait est que nous ne pourrions, dans les 14 prochains jours, ni nous entraîner ni prendre part à des rencontres", a expliqué le directeur sportif du Dynamo

Dresde, Ralf Minge, cité dans le communiqué du club. Lors d'une première série de tests, alors que l'équipe s'entraînait en petits groupes, un joueur de Dresde avait été testé positif au Covid-19.

Les autorités sanitaires de Dresde avaient décidé de placer seulement le joueur en quarantaine à partir du 3 mai. La deuxième vague de tests, réalisée le 4 mai, n'avait révélé aucun autre joueur ou membre du staff positif. Depuis jeudi, l'équipe a repris l'entraînement collectif et deux séances avec

contact se sont déroulées. L'Allemagne, comparativement un des grands pays européens qui s'en sort jusqu'ici le mieux face à la pandémie de coronavirus, est le premier des cinq grands championnats du continent à avoir annoncé reprendre la compétition, à huis clos à partir du 16 mai. Les première et deuxième divisions sont à l'arrêt depuis la mi-mars en raison de la pandémie de Covid-19 et la Bundesliga espère ouvrir la voie aux autres championnats.

Un protocole sanitaire et médical draconien a été mis en

place pour la reprise des championnats, reposant sur deux piliers : des tests systématiques afin d'isoler toute personne, joueur ou staff, positive au coronavirus.

Et des mesures de protection draconiennes, dictant la conduite à tenir à l'entraînement, en déplacement, dans les hébergements, avant, pendant et après les matches. Sur les 1.724 tests réalisés lors de la première vague, 10 s'étaient révélés positifs, avait annoncé la DFL lundi.

DIRECTION TECHNIQUE NATIONALE

La FAF retenue par la Fifa dans plusieurs projets

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé dimanche avoir été retenue par la Fédération internationale (Fifa) dans le cadre de projets initiés par l'instance mondiale et destinés à la Direction technique nationale (DTN).

"Le 6 mai 2020, dans une lettre adressée à la FAF et signée par M. Arsène Wenger, Directeur du développement du football mondial de la Fifa, et M.

Steven Martens, Directeur technique de la Fifa, l'instance internationale confirme que l'Algérie est le premier (pays) qui s'est inscrit et retenu du projet : développement des talents, analyse de l'écosystème du football, leadership technique, formations des instructeurs d'entraîneurs", indique la FAF dans un communiqué publié sur son site officiel.

Les consultants techniques régionaux de la Fifa ont déjà commencé à contacter nombre de fédérations afin de savoir si elles étaient intéressées par la réalisation en ligne de cette analyse, et la Fifa "a été ravie d'apprendre que la FAF a répondu par l'affirmative", pré-

cise l'instance fédérale. Les experts haute performance de la Fifa vont par conséquent prendre contact avec la FAF au cours des prochaines semaines afin de convenir d'une date pour la tenue d'une réunion d'introduction, précise la FAF.

L'ensemble du processus - enquête et entretiens avec les personnes clés en charge du développement des talents et de la haute performance au sein de la fédération - sera ainsi effectué en ligne, explique la FAF, soulignant qu'une fois "l'analyse réalisée, les programmes de soutien seront lancés, normalement en 2021".

"Ce programme incitera les associations membres et les ligues à développer les talents dans leurs équipes nationales de jeunes, les académies et autres institutions de haut niveau, dont la FAF qui va bénéficier



des avantages de ce programme de développement de la qualité de son programme de développement basé, notamment, sur les Académies", conclut le communiqué.

BRÉSIL

Le président Bolsonaro insiste pour une reprise des matchs à huis clos

Le chef de l'Etat brésilien, Jair Bolsonaro, estime que les matchs de football doivent pouvoir reprendre à huis clos, malgré la pandémie de coronavirus qui a fait plus de 10.000 morts dans le pays. "A notre avis, et bien que je ne sois pas médecin, nous pensons que les matchs pourraient reprendre, sans public dans un premier temps", a indiqué le président lors d'un échange avec la presse devant le palais de l'Alvorada à Brasilia.

Sous la pression du chef de l'Etat, la Fédération brésilienne de football (CBF) a élaboré un protocole de reprise du championnat (qui aurait dû débuter début mai), en collaboration avec des infectiologues et des médecins du sport.

Le club de Flamengo, qui a procédé à une large campagne de tests en interne, a notamment enregistré plus de 30 cas positifs, tous asymptomatiques, dont 3 joueurs.

Bolsonaro a plaidé l'urgence économique, arguant que la situation des clubs, privés des revenus issus des droits télé, était préoccupante : "Certaines équipes, comme Flamengo et Palmeiras, ont des millions de dollars de dépenses et certaines ont dû réduire les salaires".

Le président brésilien a sommé son nouveau ministre de la Santé, l'oncologue Nelson Teich, nommé le 17 avril, d'inscrire le sujet du football à son agenda lors de sa visite à Rio de Janeiro, où il doit rencontrer le gouverneur Wilson Witzel et le maire Marcelo Crivella. Vendredi, son ministre annonçait le décès de 751 personnes du Covid-19 en 24 heures, des chiffres officiels fortement mis en doute par la communauté scientifique.

APS

LIGA ESPAGNOLE (CORONAVIRUS)

Le Real Madrid vise une baisse des salaires de 30% en 2020-2021

Le Real Madrid (Liga espagnole de football) voudrait baisser les salaires des joueurs de 30% en 2020-2021, pour viser l'équilibre financier, secoué par la crise du nouveau coronavirus (Covid-19), rapporte dimanche le quotidien espagnol AS.

Cette nouvelle baisse, qui concernerait joueurs, staffs et dirigeants, serait indépendante de la réduction de 10 à 20% convenue au mois d'avril pour cette saison, précise la même source.

En raison de la crise sanitaire du Covid-19, AS estime que le Real Madrid perdrait au moins 20% de ses revenus par rapport aux 822 millions d'euros budgétés cette saison, soit 165 millions d'euros de manque à gagner, alors que les dépenses courantes du club s'élèvent à 741 millions d'euros.

Obligé de faire des éco-



nomies de manière drastique, le club merengue aurait choisi de trancher dans la masse salariale de l'équipe première, estimée à 283 millions d'euros. En la réduisant de 30%, en plus des économies sur les salaires des staffs et des dirigeants du club, le Real pourrait économiser 100

millions d'euros. Par ailleurs, l'actuel 2e de la Liga reprendra les entraînements lundi. Les joueurs de l'entraîneur Zinedine Zidane sont attendus dès 10h00 à la "Ciudad Deportiva" de Valdebebas en vue d'effectuer une première séance, amenée à se tenir en respectant les mesures de

précaution en lien avec l'épidémie du Covid-19.

Les coéquipiers de l'attaquant Karim Benzema avaient fait leur retour mercredi dernier dans les installations du club pour passer des examens médicaux et notamment réaliser le test du Covid-19.

ESPAGNE - FC BARCELONE

Le défenseur Samuel Umtiti blessé au mollet

Le défenseur central international français du FC Barcelone, Samuel Umtiti s'est blessé au mollet de sa jambe droite, un jour seulement après le retour à l'entraînement, a annoncé samedi le club catalan. "Samuel Umtiti souffre d'une lésion au mollet de la jambe droite", a indiqué le Barça dans un communiqué, sans préciser la durée d'indisponibilité du joueur de 26 ans. Selon la presse espagnole, Umtiti devrait être absent entre deux et trois semaines. D'après les médias, le joueur a ressenti une gêne au mollet droit samedi durant la deuxième séance d'entraînement du Barça, depuis la réouverture des entraînements individuels après la suspension de deux mois due à l'épidémie du nouveau coronavirus. Les premiers examens ont confirmé



une lésion. Au Barça depuis 2016, Samuel Umtiti a disputé 16 matchs cette saison sous le maillot blaugrana, toutes compétitions confondues, mais a déjà souffert de deux blessures qui lui ont fait manquer au total dix matchs entre septembre et novembre en début de saison. Il a cependant été relancé devant son compatriote Clément Lenglet, après le départ de l'ancien entraîneur Ernesto Valverde et l'arrivée de Quique Setién, mi-janvier.

Les médecins et équipes techniques des clubs espagnols s'inquiétaient du risque de blessure pour les footballeurs à la reprise des entraînements, après presque deux mois sans compétition et confinés pour endiguer la propagation du coronavirus.

Rabiot ok pour rejoindre Manchester United ?

Adrien Rabiot qui a rejoint la Juventus lors d'un transfert gratuit depuis le Paris Saint-Germain l'été dernier, n'a pas réussi à gagner une place de départ régulière dans l'équipe de Maurizio Sarri cette saison. Du coup, la possibilité d'un départ est évoqué par la presse italienne et anglaise. Le Mail on Sunday indique ainsi qu'Adrien Rabiot ne serait pas insensible à l'intérêt que lui porte Manchester United depuis plus d'un an. Des émissaires des Red Devils ont supervisé à plusieurs reprises l'ancien joueur du PSG cette saison en vue d'un recrutement possible.



L'AJAX OUVRE LA PORTE POUR VAN DE BEEK

Convoité par Tottenham et Manchester United, notamment, Donny Van de Beek a été autorisé à quitter le club néerlandais en cas de bonne offre pour toutes les parties.

Dans des propos rapportés par Sky Sports, l'ancien gardien de Manchester United, Edwin Van der Saer, aujourd'hui directeur exécutif de l'Ajax Amsterdam, laisse entendre que Donny Van de Beek pourrait quitter le club néerlandais pendant le prochain mercato estival : « L'année dernière, nous avons passé des accords verbaux avec [André] Onana, [Nicolas] Tagliafico et Van de Beek pour rester une autre saison, puis nous chercherons à nous entraîner et à trouver la prochaine étape de leur carrière. Rien n'a changé », a déclaré Van der Saer. « Il n'y aura pas de réduction de 50%. Les clubs peuvent oublier cela. » a-t-il précisé.

Le joueur âgé de 22 ans est convoité depuis l'an dernier par les principaux clubs européens. Tottenham et Manchester United font partie de cette liste de clubs. Sous contrat jusqu'en juin 2022, il faudra déboursier au moins 60 millions d'euros pour s'attacher ses services.

UN PLAN POUR L'AVENIR DE RAMOS ?

En fin de contrat en juin 2021 au Real Madrid, Sergio Ramos est toujours incertain concernant son avenir. Cependant, la Casa Blanca serait en train de préparer un plan concernant son capitaine...

Le Real Madrid arrivera-t-il à conserver Sergio Ramos ? A 34 ans, le capitaine emblématique du Real Madrid est toujours dans l'incertitude concernant son avenir, lui qui n'a plus qu'un an de contrat. Avec 640 matchs disputés sous le maillot merengue, le défenseur central international espagnol est devenu une véritable institution de la Casa Blanca. Et le Real Madrid préparerait un plan concernant son avenir... Ainsi, comme révélé par Mundo Deportivo, le Real Madrid pourrait proposer un nouveau contrat d'un an à Sergio Ramos. Pour l'instant, le Real Madrid traînerait à lui proposer un nouveau contrat, étant donné son âge avancé, ainsi que son gros salaire. Le joueur, de son côté, a plusieurs fois annoncé qu'il était amoureux du club, et qu'il souhaitait plus que tout terminer sa carrière du côté du Real Madrid. La Casa Blanca pourrait ainsi lui proposer un nouveau contrat d'une saison de plus, afin de lui permettre de prolonger, et de lui offrir ce dont il rêve : une retraite bien méritée dans son club de cœur...

Le Real Madrid laisse le choix à Modric

En fin de contrat en 2021 du côté du Real Madrid, Luka Modric va devoir faire un choix pour son avenir. Prolongation ou départ pour l'international croate ? Le changement, c'est maintenant ? Âgé de 34 ans, Luka Modric n'est plus vraiment en odeur de sainteté du côté du Real Madrid. Souvent blessé depuis le début de la saison, l'international croate a perdu sa place de titulaire au profit de Federico Valverde, qui est devenu impressionnant à chaque prestation sous les ordres de Zinedine Zidane. La question de l'avenir de Luka Modric pourrait rapidement être réglée, lui qui est en fin de contrat en 2021... Ainsi, comme révélé par Mundo Deportivo, le Real Madrid pourrait laisser le choix à Luka Modric concernant son avenir. En effet, malgré son âge avancé et sa saison en demi-teinte liée à de nombreuses blessures, Modric reste un joueur de qualité du côté du Real, et ce dernier pourrait parfaitement entrer dans la rotation d'effectif de Zinedine Zidane. Si le Croate souhaite prolonger, le Real lui offrirait une prolongation de contrat. Cependant, s'il souhaite partir, la Casa Blanca pourrait lui faciliter son départ, Luka Modric étant lié à de nombreux clubs pour le prochain mercato, comme l'Inter Milan ou encore l'Inter Miami de David Beckham...



Van Dijk a peur de prendre sa retraite

Le défenseur central de Liverpool, Virgil van Dijk, s'est livré sur sa carrière. Dans un entretien à BT Sport, le roc néerlandais a reconnu que la crise du coronavirus l'a incité à réfléchir sur la suite de son parcours professionnel. "C'est difficile de ne pas être là-bas, de montrer notre talent, de travailler dur. Jouer aussi pour tant de fans, gagner, se préparer pour les matches, les entraînements, juste voir les garçons. Nous passons tellement de temps ensemble et tout d'un coup, vous n'êtes plus ensemble depuis environ deux mois ou presque", a lâché le footballeur de 28 ans. L'ancien joueur de Southampton va plus loin en s'inquiétant du moment qu'il choisira pour mettre un terme à sa carrière. "C'est différent, c'est fou et c'est quelque chose que vous n'avez jamais ressenti auparavant et cela vous fait apprécier un peu plus les choses. Ça va être étrange, et évidemment je ne veux pas penser à la retraite ou quelque chose comme ça, mais ça va être étrange. Cela vous fait penser à quel point il sera difficile pour les joueurs de prendre la décision de prendre leur retraite, car que ferez-vous après ? Il va y avoir une période d'incertitude où vous ne savez pas quoi faire, et c'est ce sentiment que nous avons parfois en ce moment, car nous n'avons aucune idée de ce qui pourrait arriver."

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

CONSEIL DES MINISTRES

Réunion exceptionnelle sous la présidence de Tebboune

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé une réunion

exceptionnelle du Conseil des ministres. Cette réunion est consacrée à la poursuite de l'étude et l'adoption de l'avant-projet de la loi de finances com-

plémentaire (LFC) de l'année 2020, et aux mesures prises pour la réorganisation de la fin de l'année scolaire et universitaire en cours.



75ÈME ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

La fondation du chahid Zighoud-Youcef salue la décision du Président de la République d'instituer le 8 mai Journée nationale de la mémoire

La Fondation du chahid Zighoud Youcef a salué, samedi, l'annonce par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant institution du 8 mai de chaque année, « Journée nationale de la Mémoire ».

Dans son communiqué, la Fondation s'est également félicitée de la décision du Président Tebboune qui a annoncé, à l'occasion de la commémoration du 75^e anniversaire des massacres du 8 Mai 1945, le lancement d'une chaîne de télévision nationale spécialisée en Histoire, affirmant que l'Algérie « vit actuellement des changements importants qui nous imposent de s'inspirer de notre capital Histoire, riche de principes et valeurs de notre Révolution de Novembre, synonymes de force et d'union ». Pour la Fondation du chahid Zighoud Youcef, la



Mouvement nationale et la Révolution du 1er Novembre 1954 sont « le rempart imprenable contre toute errance et dispersion et la source qui inspire à l'édification de l'Etat national et à la préservation de la Nation » « L'attachement au serment du 1er Novembre est l'arbitre ultime dans le redressement de la trajectoire et

la mise en place d'une nouvelle Constitution pour l'Etat algérien moderne, devant ce qui se dessine comme espoir dans l'édification de l'Algérie nouvelle », a souligné la Fondation dans le communiqué.

La Fondation a également indiqué que « l'Algérie est en passe de mettre un terme à l'atteinte aux potentialités de

la Nation, moraux et matériels », estimant que « cette volonté sincère et concrète présente aussi bien chez le Président de la République, que chez tous ses collaborateurs animés de bonnes intentions, pour la réforme et le changement, s'est indubitablement traduite en un élan porteur d'espoirs et d'ambitions ».

Rappelant l'adhésion du peuple à l'Armée de Libération Nationale (ALN) lors de l'offensive du 20 août 1955, sous le commandement du chahid héro, feu Zighoud Youcef, la fondation a, enfin, salué « l'adhésion du peuple, aujourd'hui, autour de sa direction et de son armée, pour rectifier la trajectoire et renouveler le serment aux principes du 1er Novembre et aux martyrs de la Glorieuse Guerre de Libération Nationale ».

UNIVERSITÉ "USTO-MB" D'ORAN Le professeur Amine-Bouziane Hammou, nouveau recteur

Le professeur Amine-Bouziane Hammou a été désigné, par décision ministérielle, recteur de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB), a-t-on appris samedi du chargé de la communication de cet établissement d'enseignement supérieur, Maamar Boudia. Professeur à la faculté de physique de l'USTO-MB, Pr Hammou occupait, au sein de la même université, la fonction de vice-recteur chargé des relations extérieures, de la coopération, de l'animation, de la communication et des manifestations scientifiques, a précisé M. Boudia. L'USTO-MB était dirigée auparavant par Pr Mme Nassira Benharats jusqu'à sa nomination, par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, a-t-on rappelé.

IRAN-ETATS UNIS

L'Iran prêt à échanger des prisonniers avec les États-Unis "sans conditions préalables"

L'Iran est prêt à échanger des prisonniers avec les Etats-Unis "sans conditions préalables", a annoncé dimanche le porte-parole du gouvernement iranien, Ali Rabiee. "Nous sommes prêts à échanger des prisonniers iraniens et américains, et nous sommes prêts à en discuter avec les Etats-Unis", a déclaré M. Rabiee, cité par l'agence de presse IRNA.

Le porte-parole a exhorté les Etats-Unis à répondre à l'appel de l'Iran, car "nous sommes inquiets de l'état de santé des Iraniens dans les prisons américaines", a-t-il expliqué. Ces déclarations interviennent après l'échange en décembre dernier de deux prisonniers entre Téhéran et Washington, un Américain détenu pour des accusations d'espionnage et un chercheur iranien accusé d'avoir violé les sanctions contre l'Iran.

SAHARA OCCIDENTAL

Des organisations internationales appellent le Maroc à la libération immédiate de la militante sahraouie Mahfouda Bamba Lefkir

L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme s'est dit inquiet de la détérioration de l'état de santé de la militante sahraouie, Mahfouda Bamba Lefkir, emprisonnée au Maroc, réclamant sa libération immédiate.

L'Observatoire a indiqué dans un communiqué qu'il a été "informé par des sources fiables de la poursuite de la détention arbitraire et de la détérioration de l'état de santé en détention de Mme Mahfouda Bamba Lefkir, défenseure sahraouie du droit à l'autodétermination et membre du collectif Gdeim Izik". Selon les informations reçues, souligne l'Observatoire, "les conditions difficiles dans lesquelles Mme Mahfouda Bamba Lefkir est détenue depuis son arrestation, ainsi que le refus systématique d'accès aux soins par les autorités pénitentiaires provoquent une détérioration générale de son état de santé". Depuis le début de sa détention le 15 novembre 2019, Mme Mahfouda Bamba Lefkir a connu diverses complications de santé en raison de son manque d'accès aux soins médicaux en prison. En particulier, indique l'Observatoire, "elle souffre d'une maladie chronique des sinus qui peut s'aggraver s'il ne prend pas de médicaments. Elle souffre égale-



ment d'asthme et de sensibilité cutanée". "Depuis le début de sa détention, elle n'a pas été transférée dans un hôpital situé à l'extérieur de la prison et n'a reçu la visite de son médecin. Les autorités pénitentiaires refusent également de lui prodiguer des soins ou des médicaments", a-t-on dénoncé.

Cependant, souligne-t-on, "en raison de son asthme et de ses difficultés respiratoires, elle a pu être transférée dans une petite clinique à l'intérieur de la prison, où elle avait accès à un appareil à oxygène mais n'a pas pu voir de médecin".

"L'Observatoire est préoccupé par le fait que Mme Mahfouda Bamba Lefkir n'a pas accès à des soins médicaux adéquats et condamne fermement la poursuite de sa détention arbitraire, qui semble avoir pour seul but de punir ses activités légitimes en

matière de droits de l'Homme, a soutenu l'Observatoire dans son texte, appelant les autorités marocaines à apporter les soins nécessaires pour améliorer la santé de Mme Mahfouda Bamba Lefkir et à procéder à sa libération immédiate et sans condition et à celle de tous les défenseurs des droits de l'Homme, humains détenus au Sahara occidental. L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, un partenariat de la FIDH et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), a vocation à protéger les défenseurs des droits de l'Homme victimes de violations et à leur apporter une aide aussi concrète que possible.

La FIDH et l'OMCT sont membres de ProtectDefenders.eu, le mécanisme de l'Union européenne pour les défenseurs des droits de l'Homme mis en œuvre par la société civile internationale.

Un Russe enlevé par des pirates

Un Russe a été enlevé sur le navire Rio Mitong par des pirates dans le golfe de Guinée et deux membres d'équipage ont été blessés, ont rapporté dimanche des médias russes citant une source diplomatique. Des pirates ont attaqué le navire Rio Mitong dans le golfe de Guinée enlevant un Russe qui se trouvait à bord, a fait savoir un représentant de l'ambassade de Russie au Cameroun cité par l'agence Sputnik. "Trois personnes se trouvaient à bord. Un électricien, un Russe, a été enlevé. Deux blessés sont à l'hôpital", a indiqué la source. Selon l'ambassade, le contact avec les ravisseurs n'a pas encore été établi. Auparavant, Dryad Global, une société de sécurité maritime, avait rapporté que des pirates avaient attaqué le cargo Rio Mitong dans le golfe de Guinée, enlevant deux membres d'équipage: un Russe et un Ukrainien. D'après l'entreprise, l'incident s'est produit à quelques kilomètres de Malabo, capitale de la Guinée équatoriale. Les pirates auraient utilisé les escaliers pour monter à bord du navire. Le site Marinetraffic indique que le Rio Mitong navigue sous pavillon des Comores.